



Match amical contre les requins bleus

## Les Lions de l'Atlas ont-ils perdu le cap ?

P27

### Normalisation maroco-israélienne

## Le pas que Tel Aviv hésite à franchir...

P7



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu

# le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-septième année N°734 vendredi 16 juin 2023 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus DE CANARD

## LE LIVRE NUMÉRIQUE ET APRÈS ?

P3

### Mutandis de Adil Douiri rachète Ain Ifrane

# Chronique d'une source détournée

P8

Adil Douiri, patron de Mutandis.



### Université marocaine

## La note accablante de Aziz Akhannouch

P4

### Dans ce numéro

OCP en état de décarbonation avancée  
**UN GÉANT EN VERT MASSIF**



**SPÉCIAL DÉCARBONATION**



Maroc-Union européenne  
Le partenariat passe au vert

Accès au financement vert  
Les offres des banques

Bank of Africa  
Un engagement écologique précoce

Économie bas carbone

## LE MAROC DOIT MONTER EN CHARGE

Tatwir croissance verte **UN PROGRAMME POUR VERDIR LES TPME INDUSTRIELLES**

### Trafic de déchets plastiques

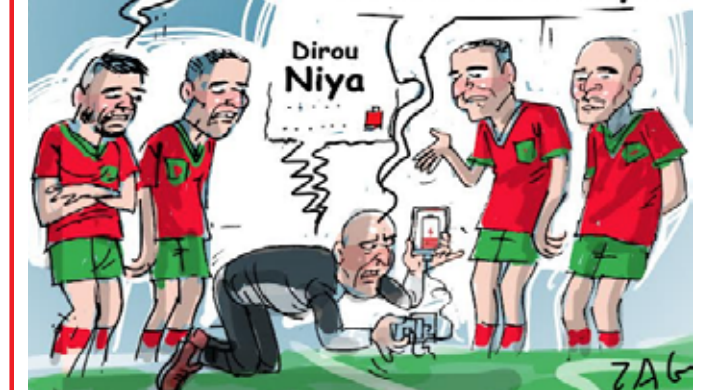
# LE MAROC POUBELLE DE L'ESPAGNE ?



P7

Match amical contre le Cap vert : Les lions de l'Atlas ont déçu...

Mais qu'est-ce que tu fabriques? Vous êtes à plat les gars! Je suis en train de recharger votre forfait dirou Niya..



### Migration clandestine

## La Tunisie inquiète l'UE

P10



# POUR TOUT NOUVEL ABONNEMENT MOBILE

Maroc  
Telecom



JUSQU'À  
**5Go**  
OFFERTS  
PAR MOIS

PENDANT

**3**  
MOIS

Offre réservée aux clients particuliers. Volume supplémentaire de 1 jusqu'à 5Go sur les forfaits suivants :  
11H + 2Go / 13Go + 4H / 15Go + 5H / 14H + 14Go / 22H + 12Go / 30H + 30Go

Valable jusqu'au 31 août 2023



## Confus de **CANARD**



**Abdellah Chankou**  
Directeur de la publication

# LE LIVRE NUMÉRIQUE ET APRÈS?

**I**nitiative louable prise en marge de la 28ème édition du Salon de l'Édition et du livre (Siel) délocalisé à Rabat: Signature par le ministère de la Culture d'une convention avec la plus grande bibliothèque numérique francophone Youscribe. Objectif : Équiper quelque 59 bibliothèques du Maroc qui peuvent moyennant un abonnement accéder à des milliers de livres en illimité. Et à portée de main. Sans avoir à se déplacer dans une librairie ou une bibliothèque. Ce qui est de nature à faciliter l'accès pour la population aux ouvrages ainsi à portée de smartphone ou de tablette. Le jeune ministre Mehdi Bensaïd, qui donne l'impression de vouloir faire de la culture le parent riche de la politique gouvernementale, mise sur son nouveau partenaire pour promouvoir la lecture. Un défi est immense pour un pays dont la population est historiquement très fâchée avec le livre. Selon une enquête du HCP datant de 2020, les Marocains consacrent seulement 0,3 % de leur temps libre à la lecture, soit 2 minutes maximum par jour pour les adultes et moins d'une minute pour les enfants. Ce déficit chronique est la marque d'un pays qui n'a pas de traditions de lecture. Cette crise relève d'un phénomène structurel, unique dans le monde arabe, qui trouve son origine dans les défaillances du système éducatif et la démission des parents. Le Marocain ne lit pas parce qu'on ne lui a pas inculqué l'amour du livre et n'est pas non plus sensible à l'importance

de l'apprentissage et de l'instruction. L'argument classique que l'on dégage d'habitude pour expliquer ce problème est la cherté du prix du livre. Argument peu convaincant eu égard à l'argent dépensé sans compter par de nombreux Marocains dans plein de

---

*Le Marocain ne lit pas parce qu'on ne lui a pas inculqué l'amour du livre et n'est pas non plus sensible à l'importance de l'apprentissage et de l'instruction.*

futilités ou de sorties coûteuses. En effet, le citoyen lambda n'a pas mal au portefeuille lorsqu'il s'agit de se remplir le ventre dans les restaurants et autres snacks ou sandwicheries. Mais il trouve toutes les excuses du monde pour boudier la nourriture de l'esprit. « Lire, c'est boire et manger. L'esprit qui ne lit pas maigrit, comme le corps qui ne mange pas! », disait Victor Hugo. Quand ils s'attablent dans ces commerces qui poussent comme des champignons que sont les cafés, passe-temps préféré des citoyens,

ces derniers sirotent leurs boissons pendant des heures et des heures en admirant les voitures qui défilent, les gens qui passent ou en discutant en groupe de tout et n'importe quoi. La lecture se limite pour certains à quelques quotidiens en arabe achetés par certains cafetiers. Sinon, la tendance générale est à la paresse intellectuelle qui s'est aggravée avec l'avènement des réseaux sociaux avec leurs flots interrompus d'images et de vidéos véhiculant une médiocrité sans frontières.

Reconvertir un peuple qui ne lit pas à la lecture numérique, dont les avantages sont non négligeables, n'est pas aussi simple qu'un double clic. Une telle tâche a les allures d'une gageure si ce peuple n'est pas convaincu a priori de l'utilité de se nourrir l'esprit en s'instruisant, soit via un ouvrage papier ou virtuel. Les nouvelles technologies, le smartphone ou la tablette, ne sont in fine qu'un véhicule qui facilite le processus de lecture en se procurant le livre souhaité à tout moment. Sans avoir à bouger de sa place et souvent sans déboursier un centime vu que beaucoup d'ouvrages sont libres d'accès.

Le ministre de la Culture veut réconcilier les Marocains avec la lecture et il a raison de le faire. Mais encore faut-il qu'il se rapproche de son collègue de l'Éducation nationale pour que l'école devienne une institution qui cultive le plaisir de lire, une institution qui tourne la page ... ▀





## Côté BASSE-COUR



### Coopération Sud-Sud

## L'UM6P ouvre une antenne en Côte d'Ivoire

**O**CP Africa et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) ont procédé, vendredi 9 juin à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, à la pose de la première pierre d'une école digitale d'agriculture baptisée «digital farming school». Cet investissement, qui vient enrichir le portefeuille de projets d'importance lancés par le Maroc en Côte d'Ivoire, s'inscrit dans le cadre des hautes directives royales

pour le renforcement d'une coopération Sud-Sud mutuellement fructueuse. La cérémonie de pose du premier jalon de cet établissement s'est déroulée en présence notamment de MM. Adama Diawara, ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur, Abdelmalek Kettani, ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire, Mohamed Hettiti, vice-président de l'OCF pour l'Afrique de l'Ouest, et Bouchaib Boulouar de l'UM6P. Premier projet du genre sur

le continent, Digital Farming School est conçue pour former selon les meilleurs standards de l'enseignement moderne, des étudiants ivoiriens passionnés par l'Agri Tech, indique l'OCF Africa dans un communiqué. Basée à Ben guérir, l'Université Mohammed VI Polytechnique a annoncé en avril dernier avoir dépassé le cap des 500 porteurs de projets de start-ups accompagnés, pendant les 3 dernières années, par ses différents programmes à toutes phases de



Cérémonie de pose de l'école de l'UM6P en Côte d'Ivoire.

maturité : pré-incubation, incubation, accélération ou Venture Building.

Ces jeunes entrepreneurs marocains et internationaux, sont issus des écosystèmes d'innovation de plus de 15 pays. Plus

ieurs ont choisi l'accompagnement de l'UM6P pour bénéficier de la proximité avec ses centres de recherche d'excellence, ses étudiants brillants et son interaction avec le monde industriel.



Younes El Mechrafi, directeur général de la Marocaine des Jeux et des Sports (MDJS).

### ULIS, gendarme mondial des paris sportifs Younes El Mechrafi réélu

**L**e directeur général de la Marocaine des Jeux et des Sports (MDJS), Younes El Mechrafi a été réélu membre du comité exécutif de ULIS (United Lotteries for Integrity in Sports). C'était lors de l'Assemblée Générale de l'association qui s'est tenue le 6 juin 2023 à Sibenik en Croatie. Unique représentant du continent africain, M. El Mechrafi siègera au sein du comité exécutif pour un mandat de 2 ans aux côtés de 7 autres membres représentants de pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord. A l'origine, ULIS (anciennement Global Lottery Monitoring System), est le gendarme mondial des paris sportifs dont la mission consiste à préserver l'intégrité du sport contre les menaces liées au trucage des matchs et autres manipulations des compétitions sportives concernées par la prise de paris. « S'il n'est pas combattu, ce phénomène peut constituer un véritable fléau pour les opérateurs de paris sportifs légaux tels la MDJS à travers le monde. », a expliqué M. El Mechrafi. En plus de son statut de gendarme mondial, la raison d'être de ULIS aujourd'hui est la lutte contre le jeu illégal opéré par des bookmakers internationaux en relation avec le crime organisé. A travers cette réélection, la MDJS continue de jouer un rôle majeur dans la préservation de la sincérité des compétitions sportives dans un contexte où le Maroc fait face, au même titre que beaucoup de pays africains, aux menaces induites par des paris illégaux pouvant servir de vecteur de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

### Sociétés régionales multiservices

## Le projet de loi passe comme une lettre à la poste...

**L**a Chambre des représentants a adopté, lors d'une séance plénière, organisée le lundi 13 juin 2023, le projet de loi n° 83.21 relatif à la création des sociétés régionales multiservices (SRM). Au perchoir Rachid Talbi Alami a soumis au pas de charge, sous le regard vigilant du ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit, à l'opération de vote a main levée les amendements introduits en commission par les partis de l'opposition à ce texte adopté en avril dernier par la Chambre des conseillers. Tous les amendements sans exception ont été rejetés, bénéficiant du soutien unanime des députés de la majorité. Pas le moindre débat n'a été possible lors d'une séance dont la tournure expéditive a laissé l'impression que l'affaire était pliée. Or, la majorité des modifications proposées méritaient débat car abondant dans le sens de la préservation de l'eau et l'électricité comme service public essentiel et stratégique et la mise en place de garanties quant à sa pérennisation dans le cadre d'une gestion déléguée ou l'État s'est contenté curieusement d'une participation minimale ( pas plus de 10%) dans le capitale des futures sociétés. En refusant de s'octroyer la minorité de blocage, les pouvoirs publics renoncent à tout pouvoir de décision face aux actionnaires privés. Est-ce eau nette ?



Eau et électricité: Un désengagement étatique qui interroge...

### Université marocaine

## La note accablante de Aziz Akhannouch

**L'**université marocaine n'est pas au top de sa forme. Elle va même très mal. Et c'est le chef du gouvernement Aziz Akhannouch qui le reconnaît, chiffres à l'appui, lors de son passage devant le parlement lundi 12 juin dans le cadre des séances mensuelles des questions orales.

Les données livrées par M. Akhannouch ne sont pas rassurantes : le taux de l'échec universitaire a culminé à 49% au cours des dernières années, le chômage chez les diplômés des filières d'accès direct est de 18,07%. D'autres indicateurs sont au rouge comme le taux d'encadrement pédagogique (un enseignant pour 120 étudiants) et la faiblesse de la part budgétaire consacrée à l'université, à peine de 1,6%, dans le budget général. On peut continuer à noircir le tableau en parlant d'une série de parents pauvres du système comme la Recherche, l'absence de motivation des enseignants et de leur évaluation, l'abandon des thèses de doctorat dans des proportions effarantes, déficit abyssal des chercheurs, la manière dont les doctorants sont encadrés... Aziz Akhannouch a assuré les députés de la volonté de son gouvernement de relever le niveau de l'institution universitaire nationale par la mise en œuvre d'une nouvelle vision pour ce secteur très stratégique. Une vision fondée sur « un ensemble cohérent de valeurs capable de mobiliser » toutes les parties prenantes autour « d'une vision commune et unifiée ». Et M. Akhannouch de rappeler lors de son intervention « l'importance de valoriser le capital humain pour



Le chef du gouvernement a une vision claire pour la réforme de l'enseignement supérieur.

garantir la réussite des trajectoires de développement du Royaume, renforcer la capacité des citoyens à se préparer pour l'avenir et permettre au pays de renforcer sa compétitivité. Le plus grand mal qui mine l'université marocaine et rejait sur son rendement à tous les niveaux est la fonctionnarisation des mentalités encouragée par une syndicalisation stérile. Il frappe une bonne partie du corps enseignant et aucune réforme aussi ambitieuse soit-elle ne peut aboutir sans le traitement de ce problème en profondeur. Autrement dit, il s'agit de réhabiliter l'enseignant et de le remettre au cœur du dispositif du savoir et de sa transmission selon les normes et les règles de l'art. Faute de quoi, le gouvernement ne réussira qu'à empiler les réformes sur le papier.



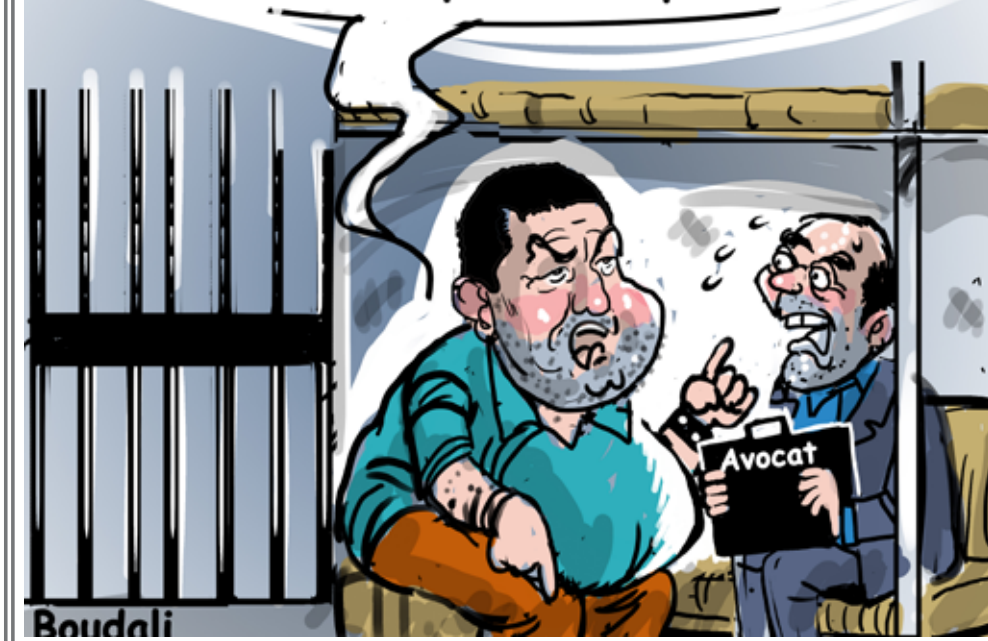


## Côté BASSE-COUR



### Peines alternatives : Le gouvernement dit oui

Je veux décrocher ce bracelet électronique à tout prix...



Boudali

Beurgeois  
**GENTLEMAN**

## Ça parle plus arabe que gaulois en France (9)

Un efrîr, ifrîr ou afrîr (arabe : عفریت, afrite, et عفریت, afarite au pluriel) tout comme djinn sont des mots arabes adoptés par la langue française pour décrire des créatures spirituelles. Selon l'imaginaire arabe l'afrîr est fait de feu, à la différence de l'ange qui est fait de lumière. Les afrîrs peuvent être bénéfiques ou maléfiques et ne sont plus considérés comme des diables (démons mécréants) quand ils se convertissent à l'islam. Selon les traditions juive et musulmane, le prophète Salomon a été maître d'un royaume dans lequel il gouvernait les hommes et les djinns. Salomon (en hébreu שלמה (shéloomo)) est un roi de l'ancien royaume d'Israël qui a succédé à son père, le roi David en l'an 970 avant Jésus. Salomon figure dans le Coran en tant que prophète et roi sous le nom de Solaymane. Un afrîr est mentionné dans le Coran, dans la Sourate des fourmis : « Salomon dit : « Ô notables! Qui de vous m'apportera son trône avant qu'ils ne viennent à moi soumis (38) ? Un afrîr qui fait partie des djinns dit : « Je te l'apporterai avant que tu ne te lèves de ta place: pour cela, je suis fort et digne de confiance (39) ». L'un des récits des Mille et Une Nuits, intitulé le « Conte du portefaix et des trois dames », évoque un prince qui, attaqué par des pirates, se réfugie d'abord chez un bûcheron. Il découvre ensuite une chambre souterraine hébergeant une belle femme enlevée par un afrîr. Le prince s'en éprend mais tous deux sont découverts par l'afrîr. Fou de jalousie, ce dernier transforme le prince en singe. Plus tard, une

princesse rendra au prince sa forme humaine avant de combattre l'afrîr. Au cours de ce combat, ce dernier se métamorphose en divers animaux, en fruits, puis en flammes, ce qui lui sera fatal puisqu'il finira en cendres. Le mot afrîr a généralement le sens de « génie », mais dans les contes, il devient



**Samia Gamal joue le rôle d'une séduisante afrîta dans cette comédie musicale égyptienne en 1947.**

malveillant et facilement dupé par les protagonistes. Dans le folklore primitif, les afrîrs sont réputés naître du sang d'un meurtre ; tremper un clou jamais utilisé dans ce sang est supposé empêcher la naissance de tout efrîr, qui peut par ailleurs prendre la forme de Satan, de la victime d'un meurtre ou encore d'une tempête de sable. Madame la diablesse (Afrîta hanem), film égyptien réalisé par Henry Barakat, fut un grand

succès de cinéma populaire en 1947. Des extraits de ce film sont disponibles sur Internet. On y découvre la grande vedette de la chanson arabe, Farid Al Atrache, transpirant à grandes gouttes, fuyant l'afrîra et s'épongeant le front à cause de la danse du ventre lascive de la vedette égyptienne Samia Gamal (\*). Outre les mots « afrîr, efrîr, ifrîr », ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe :

Écarlate : اشكرلاتة achkarlatte : tissu de couleur rouge vif.  
Échec et mat : الشیخ مات « al cheikh mate» (le sage / le vieux est mort).  
Efrîr / afrîr / Ifrîr : عفریت afrite : esprit malfaisant.  
Élixir : الإكسير al iksire ; pierre philosophale. Dérive de la racine arabe كسر kas-sara, : briser ; broyer ; concasser.  
Émir : امیر amire : chef, celui qui commande.  
Épinard : إسفناخ isfanakhe.  
Erg : عرق irque : désert de dunes de sable.  
Estragon : طرفون tarkhoune : estragon, du latin médiéval tarcon ; du grec médiéval ταρχων tarkon ; grec classique δρακοντιον drakontion : serpenteaire. (À suivre)

(\* ) <https://www.dailymotion.com/video/xbbf9r>

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

## Des ovnis extraterrestres chez l'armée américaine?



David Grush.

Charles Grush, 36 ans, vient de relancer le débat aux États-Unis sur les ovnis. Mais en professionnel qui détient les preuves de ses assertions. L'intéressé n'est pas n'importe qui. Charles Grush est un ancien officier du renseignement pendant 14 ans. Décrit comme remarquablement intègre par ses anciens collaborateurs, il a désormais un statut de lanceur d'alerte après avoir livré

au Congrès américain des informations sur l'existence d'ovnis que le gouvernement souhaitait garder secrètes. Celui qui avoue que son discours peut s'apparenter à celui tenu habituellement par des comploteurs a fait des révélations sur le média spécialisé The Debrief.

Dans cet article, l'homme de 36 ans affirme que l'Armée et le gouvernement américains ont caché illégalement au Congrès le fait qu'ils possédaient des « véhicules intacts et partiellement intacts » d'origine « non humaine ». Rien que ça. Le Pentagone a aussitôt répliqué en niant toute rétention d'informations sur les ovnis. Le président de la commission de surveillance de la Chambre des représentants, James Comer, a annoncé pour sa part la constitution d'une audition pour aborder les documents que David Grush prétend détenir.

L'ancien militaire affirme avoir constitué un dossier contenant des éléments prouvant que les autorités militaires américaines possèdent ces engins d'origine non humaine. Ces engins sont, selon lui, « d'origine exotique », c'est-à-dire qu'ils auraient été conçus par une « intelligence non humaine, d'origine extraterrestre ou inconnue ». A l'appui de ses thèses, il dit se baser sur « la morphologie des véhicules et les essais scientifiques conduits sur leur matériel, ainsi que la présence de compositions atomiques et de signatures radiologiques uniques ». Dans une interview au Parisien, il signale l'existence d'« un vaisseau ressemblant à une cloche, de l'ordre d'une dizaine de mètres de grandeur » trouvé en 1933 dans le Nord de l'Italie et récupéré en 1944 par une agence de renseignement américaine.

David Grush a expliqué auprès du quotidien français avoir été la cible de plusieurs menaces, dont des menaces de mort, estimant que le fait de mettre l'affaire sur la place publique est susceptible de lui attirer « un soutien public » pouvant le protéger et lui permettre de continuer à porter ses revendications.

Dans ce cadre, il compte lancer une fondation « pour aider le milieu scientifique à démarrer des protocoles sur ce sujet » et souhaite devenir « un leader d'opinion » sur la question des ovnis. Quel crédit accorder aux paroles de cet ex-agent? Une chose est sûre : nous ne serons pas seuls dans cet univers. Les hommes cohabitent plus que jamais avec des illuminés et des fous sympathiques...





## Côté BASSE-COUR



**Bac : Interpellation de 242 supposés fraudeurs**

**Pris en flagrant de triche, je vous suspends...** **Attention, pas touche à mes droits acquis !**



### Disparition

## Berlusconi tire sa révérence

**L**e Cavaliere a rendu l'âme et les armes lundi 12 juin à l'âge de 86 ans. Battu par la maladie, l'Italie a prévu une journée de deuil pour saluer la mémoire du sulfureux milliardaire qui compte d'innombrables admirateurs dans le pays ayant accouru vers sa résidence de Milan pour lui rendre un dernier hommage. Personnage pittoresque qui a fortement marqué la vie politique italienne autant par sa hardiesse que par ses frasques, il était tour à tour sénateur, europarlementaire, président du Conseil européen et surtout par quatre fois Premier ministre établissant au passage un record de longévité (3 339 jours !) à la tête du Palazzo Chigi depuis la Seconde Guerre mondiale. L'ascension politique du Milanais démarre au milieu des années 1990 dans une Italie ravagée par les scandales de corruption de l'affaire Mani pulite (« Mains propres ».) Le magnat de la presse se lance dans les élections législatives de 1994. Avec



**Silvio Berlusconi ne laissait pas indifférent ...**

ses alliés de la Ligue du Nord et les postfascistes de l'Alliance nationale (ancêtres des Frères d'Italie de Giorgia Meloni), sa coalition centre droit en sort gagnante et, à 58 ans, Silvio Berlusconi devient président du Conseil italien. Un homme d'affaires aux manettes du pouvoir, en Europe c'est une première. Une expérience inédite qui inspirera décennies plus tard un certain Donald Trump aux États-Unis.

## Du blé pour l'agriculture

**L**e chef du gouvernement Aziz Akhannouch, a présidé mardi 13 juin à Rabat, la cérémonie de signature d'une convention-cadre visant à atténuer l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole national. Cette opération, concrétisée suite aux hautes directives royales, mobilise une



**Le secteur agricole national face à de multiples défis...**

enveloppe de 10 milliards de DH. Les secteurs bénéficiaires de cette subvention sont l'élevage à hauteur de 5 milliards de DH, le végétal pour 4 milliards de DH et le Crédit agricole (1 milliard de DH). Signée par les représentants des secteurs concernés, cette convention permet, à travers une série de mesures de soutien public, à subventionner les aliments pour le bétail, les semences et autres engrais. L'objectif du gouvernement étant de réduire les coûts de production et stopper le renchérissement des prix qui frappe un certain nombre de produits agricoles et pénalisent par conséquent le pouvoir d'achat des couches les moins loties. Reste à savoir si ces généreux subsides serviront à faire revenir à la normale les prix des denrées agricoles et des viandes en cassant la spirale inflationniste.

### Peines alternatives à la prison

## Le gouvernement libère la réforme...



**Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.**

**L**e gouvernement a enfin adopté le 8 juin la nouvelle version du projet de loi attendu depuis longtemps sur les peines alternatives visant principalement à désengorger les prisons. La surveillance électronique et les travaux d'utilité publique figurent parmi les principales mesures figurant dans le texte porté par le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi. De la nouvelle mouture a été exclue l'amende journalière soutenue par ce dernier qui lors de son passage sur la première chaîne au lendemain de l'adoption de ce texte a indiqué que cette mesure était « toujours en cours de discussion » dans le cadre d'un éventuel accord « dans le futur ». L'amende journalière donne à un détenu la possibilité de convertir sa peine d'emprisonnement en un nombre d'amendes financières fixé par le juge d'application des peines (JAP). Il appartient à ce dernier, en fonction de la nature de l'infraction et ses circonstances de fixer le nombre de jours qui, comme en France par exemple, ne doit pas dépasser 360 jours. Dans ce pays, cette peine alternative est utilisée essentiellement dans le cadre des dossiers où sont condamnés des mineurs pour leur faire éviter la prison et ses travers. Pour M. Ouahbi, l'amende journalière présente un certain nombre d'avantages parmi lesquels figure le renflouement « des caisses de l'Etat ». Le gouvernement a estimé que le Maroc n'est peut-être pas encore mûr pour l'adoption de cette mesure qui nécessite un certain nombre de précautions et de prérequis en matière d'aménagement des peines. Sur le papier, les peines alternatives à l'incarcération, en vigueur dans de nombreux pays depuis plusieurs années, sont une excellente chose qui permet de rompre avec la logique du tout-carcéral et ses conséquences contreproductives. Cette réforme enfin libérée est une révolution. Mais dans un système judiciaire décrié, gare aux abus quand il s'agit de leur application et du suivi de leur mise en œuvre.

### Dialogue inter confessionnel

## Marrakech a la foi

**I**ls sont tous venus, ils sont tous là. Députés, chefs religieux, acteurs de la société civile et autres spécialistes... En provenance des quatre coins du monde, ils se sont retrouvés à Marrakech pour participer à la Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel (13 au 15 juin). Les travaux de cette grand-messe se sont ouverts mardi 13 juin par un message royal dans lequel S.M le roi Mohammed VI a mis en exergue l'importance du dialogue interconfessionnel, comme moyen de préserver l'Humanité des tourments de la souffrance et de la division. Vive le soft power religieux ! Mais force est de constater que de plus en plus de dirigeants cèdent aux sirènes des canons pour régler leurs conflits dans un monde débousolé où même la diplomatie commence à montrer son impuissance. Mobiliser le dialogue interreligieux dans l'espoir de faire entendre raison aux fous des armes est une sacrée affaire...





## Le Maigret du CANARD



### Trafic de déchets plastiques

# Le Maroc poubelle de l'Espagne ?

**Une grosse enquête menée par la Guardia Civil espagnole, en collaboration avec Europol a mis au jour un réseau de trafic titanesque de déchets toxiques. Parmi les pays-dépotoirs figurent le Maroc.**

**SALIHA TOUMI**

**L**e Maroc est-il devenu la poubelle de l'Espagne ? Une enquête menée par La Guardia Civil a débouché sur l'interpellation de 8 individus impliqués dans un supposé trafic de plus de 5.700 tonnes de déchets plastiques en direction d'un certain nombre de pays dont fait partie le Maroc. Cette affaire interpelle les responsables marocains notamment le ministère chargé du développement durable dirigé par Leila Benali. Cette dernière doit diligenter une enquête pour identifier les acteurs marocains de ce marché noir attentatoire à l'environnement et à la santé publique.

Cette action d'envergure s'inscrit dans le cadre de l'opération menée par les Services de protection de la nature (Seprona) en collaboration avec Europol.

Les investigations, lancées suite à une « hausse alarmante » du trafic illicite des déchets, ont donné lieu à quelque 141 missions d'inspections diligentées d'entreprises manipulant ce type de résidus jugés hautement polluants. Au lieu de procéder à leur recyclage sur place, les sociétés mises en cause préfèrent les expédier vers des pays tiers en recourant à des

réseaux clandestins spécialisés dans ce genre de business illicite en relation avec le crime organisé. Ce qui constitue une violation de la réglementation en vigueur en matière de de recyclage des matériaux toxiques.

#### Circuits détournés

La première descente a eu lieu dans la ville de León, où une entreprise stockait clandestinement d'énormes quantités de déchets plastiques provenant d'autres régions autonomes afin de s'en débarrasser illégalement, de les abandonner dans la nature ou de les incinérer. Barcelone fait partie aussi des destinations-cible des enquêteurs qui ont mis la main dans le port de Ciudad Condal, sur 40 tonnes de déchets plastiques. Une enquête a été ouverte contre la société indélicate et deux de ses dirigeants pour transfert illicite de déchets à l'étranger.

La deuxième entreprise suspecte aurait transféré en France plus de 222 tonnes de matières plastiques déclarées, alors qu'il s'agissait en fait de déchets plastiques incontrôlés. Située à Palencia, la quatrième société visée tirait profit de la gestion et du transfert irréguliers des déchets plastiques et électroniques, sans aucune autorisation et en dehors de tout mécanisme de contrôle.

La grosse prise de la Guardia Civil a eu lieu dans la ville de Jaén où deux individus ont été arrêtés. L'entreprise en cause faisait extraire de véhicules hors d'usage des matières plastiques qui sont ensuite exportées à l'étranger via des circuits détournés comme s'il s'agissait de cargaisons de matières premières en bonne et due forme. Au moins 900 tonnes de ces déchets auraient été envoyés en conteneurs vers la Thaïlande, 98 tonnes envoyées à Hong Kong, 312 tonnes en Malaisie et, la plus grosse quantité, soit 2302 tonnes, ont été expédiées au Maroc. La dernière opération a eu lieu à Alicante. Une société qui, sans licence d'exploita-



tion, se livrait à la gestion et au stockage clandestins de déchets en vue de leur exportation illégale.

Le marché des déchets est pourtant très juteux, représentant une dizaine de milliards d'euros.

Si une bonne partie des pays développés a fait du recyclage des déchets une priorité, nombre d'entre eux continuent d'en expédier clandestinement à l'étranger. Les prin-

cipales destinations sont l'Asie et surtout l'Afrique où l'absence de réglementation et de contrôle facilitent l'entrée des déchets y compris toxiques.

Les experts estiment que seuls 10% des 400 millions de tonnes de plastiques produits chaque année sont recyclés, le reste est jeté dans la nature, les forêts et les océans. Elle n'est pas poubelle la vie ? ▶

### L'Afrique décharge du monde industrialisé

**A**lors que certains pays africains ont du mal à gérer leurs propres déchets, ils accueillent ceux des pays développés. Or, selon la convention de Bâle, entrée en vigueur en 1992, les pays ne peuvent pas exporter leurs déchets toxiques sans le consentement des pays destinataires. C'est pourquoi les pays exportant des déchets électroniques hors d'usage vers le continent africain le font donc sous couvert d'un don « charitable » : les objets transportés sont considérés comme des biens de seconde main, autrement dit comme des matériaux électroniques d'occasion, qui sont, eux, autorisés.

Résultat : le continent africain est submergé de déchets, devenant le dépotoir du monde industrialisé. Des décharges sauvages surgissent un peu partout et plusieurs pays, dont l'Éthiopie, le Congo, le Burkina Faso, le Mozambique, le Mali ou le Niger voient leurs décharges déborder d'ordures ménagères mais aussi de matériaux toxiques ou d'équipements électroniques, venus de pays développés.

En 2018, un rapport de la Banque mondiale estimait que l'Afrique devrait produire trois fois plus de déchets à l'horizon 2050. « L'Afrique subsaharienne a généré 174 millions de tonnes de déchets en 2016, avec un taux de 0,46 kilogramme par habitant et par jour », indique le rapport qui ajoute qu'en Afrique sub-saharienne, 69% des déchets sont déversés à ciel ouvert et souvent brûlés. 24% sont éliminés sous une forme quelconque et environ 7% d'entre eux sont recyclés ou récupérés.





## Le Maigret du CANARD



### Normalisation maroco-israélienne

# Le pas que Tel Aviv hésite à franchir...

**Lors de sa première visite officielle au Maroc le 7 juin, le président du parlement israélien Amir Ohana a déclaré que son pays, Israël, «devrait aller vers une reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur son Sahara». Mais que vaut réellement son propos ?**

**AHMED ZOUBAÏR**

Dans la relation du Maroc avec Israël, tout baigne. La coopération dans tous les domaines stratégiques (économie, commerce, militaire, sécurité...) roule comme sur des roulettes. Une flopée de conventions et d'accords de partenariat dans de nombreux secteurs couronnent et renforcent ce rapprochement. Mais il y a une ombre au tableau : L'État hébreu traîne des pieds s'agissant de reconnaître la souveraineté du royaume sur son Sahara.

Lors de sa première visite officielle au Maroc le 7 juin accueillie par une manifestation hostile organisée aux abords du Parlement par des activistes marocains anti-normalisation, le président du parlement israélien Amir Ohana a fait une annonce qui a plu aux responsables marocains. A savoir que son pays, Israël, «devrait aller vers une reconnaissance» de la souveraineté du Maroc sur son Sahara (...) «tout comme l'a fait notre plus proche allié, les États-Unis en signant les accords d'Abraham». Le responsable d'origine marocaine est revenu sur le sujet en marge d'une



Le président de la Knesset, Amir Ohana, le président de la Chambre des représentants, Rachid Talbi Alami.

rencontre avec son homologue marocain Rachid Talbi Alami en remerciant : «Il y a actuellement des discussions sérieuses entre nos gouvernements sur cette question, et je crois que le Premier ministre Netanyahu annoncera sa décision dans un avenir proche».

### Nuance de taille

Que vaut réellement la déclaration de Amir Ohana sur l'imminence d'une reconnaissance claire par Tel Aviv de la souveraineté du Royaume sur ses territoires du sud ? Quel crédit leur donner sachant que les officiels israéliens se sont jusqu'ici distingués par leur ambivalence sur ce dossier ? Lors d'une visite au Maroc en juin 2022, la ministre israélienne de l'Intérieur Ayelet Shaked n'a-t-elle pas déclaré qu'Israël reconnaît la souveraineté marocaine sur son Sahara avant que son collègue des Affaires étrangères ne la corrige en affirmant que «le plan d'autonomie du Maroc pour le Sahara Occidental est un développement positif». La nuance est de taille. Plusieurs semaines plus tard, le ministre israélien de la Justice Gédéon Saar a déclaré publiquement lors de son déplacement à Rabat que le «Saha-

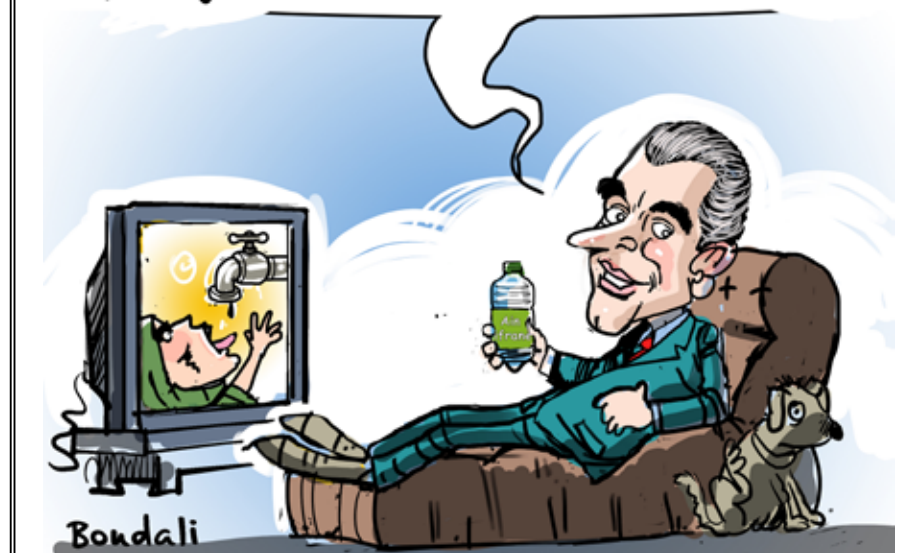
ra occidental» fait partie du Maroc. Mais le ministère israélien des Affaires étrangères s'est empressé de nuancer les choses.

Pour le moment, les relations diplomatiques maroco-israéliennes ne vont pas au-delà des bureaux de liaison. Mais à chaque fois que les responsables israéliens évoquent avec leurs interlocuteurs marocains la question de les upgrader au rang d'ambassades à l'instar des Émirats

arabes-unis et Bahreïn qui ont normalisé leurs relations avec Israël, ils sont systématiquement confrontés à l'exigence marocaine : la reconnaissance de la souveraineté du Royaume sur son Sahara. La logique du deal domine. Du donnant-donnant. Dans ce contexte, un groupe d'Israéliens d'origine marocaine a ressorti une vieille revendication, l'octroi de la nationalité marocaine à tous les juifs marocains qui y ont renoncé, ainsi qu'à tous leurs enfants et descendants directs et indirects. Cette affaire a fait l'objet d'une pétition lancée via le portail national de la Participation citoyenne, dont copie a été remise au président de la première Chambre Rachid Talbi Alami. Pour que cette demande ait une chance d'être étudiée, il faut qu'elle récolte 20.000 signatures. L'initiative a pour objectif de «maintenir le lien entre les juifs d'origine marocaine, Amir Al Mouminine (Commandeur des croyants) et leur pays d'origine», explique son promoteur Houcine Benmessaoud. Reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur son Sahara contre satisfaction de cette revendication ? Le journal israélien Haaretz croit savoir que ce dossier pourrait être une piste du côté israélien ...

### Adil Douiri rachète Ain Ifrane

Le stress hydrique c'est pour les autres, moi je me la coule douce et de source...







## Le Maigret du CANARD



### AHMED ZOUBAÏR

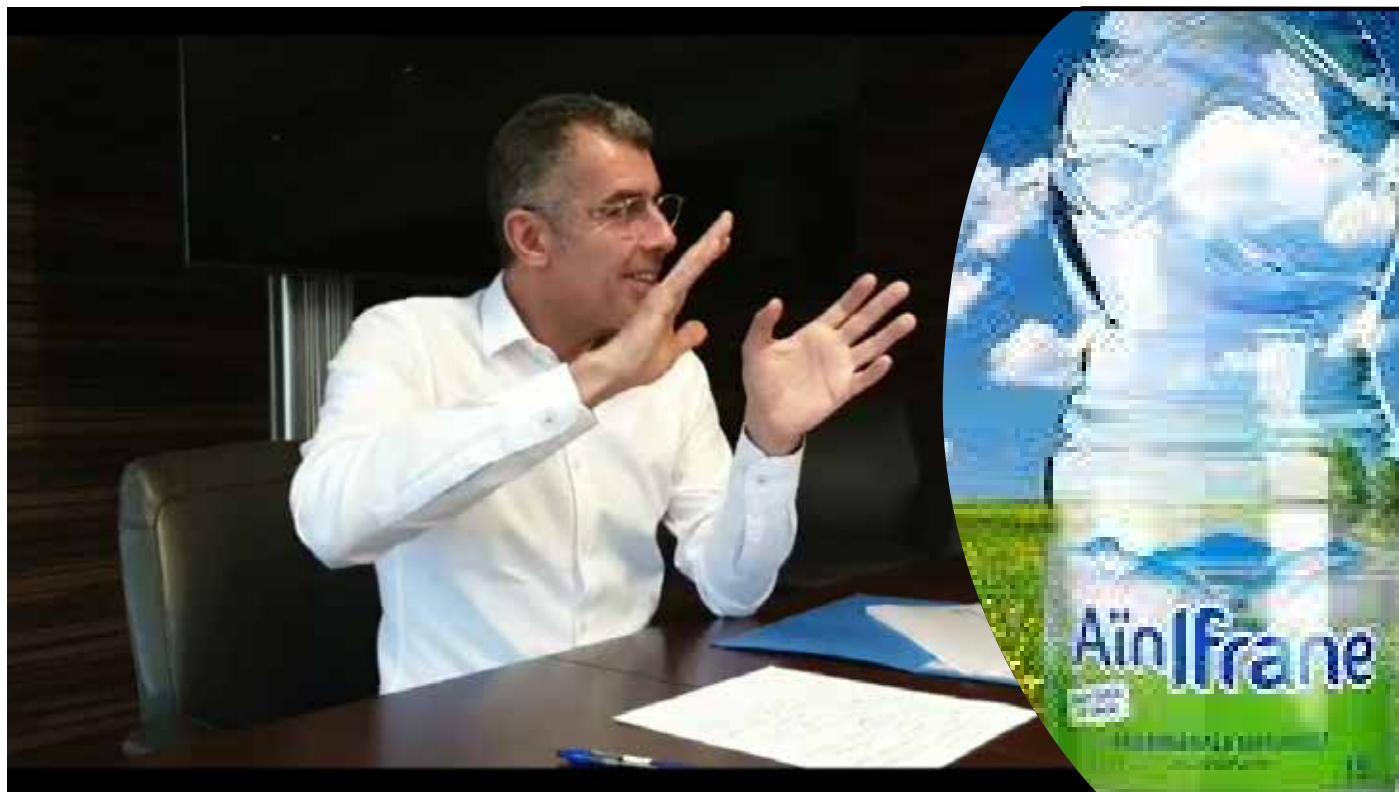
**L**e dernier deal en cours de finalisation dans le monde marocain des affaires est le rachat de Aïn Ifrane, propriété du groupe français Castel, par le groupe Mutandis de Adil Douiri. Montant de la transaction: 380 millions de DH. Avec une telle acquisition, Mutandis entend enrichir sa gamme de boissons composée des jus industriels «Marrakech» qu'il a rachetés en 2017 au groupe Delassus appartenant à la famille Bennani-Smires. En attendant de mettre la main sur une boisson gazeuse qui manque à son portefeuille le pétillant et pétillant, toujours armé de son bagout d'arracheur de dents. Rafraîchissons la mémoire à son nouveau proprio au cas où il aurait oublié l'histoire peu limpide de cette eau de source.

Adil Douiri nourrit de grands desseins pour Aïn Ifrane produite par la société Euro Africaine des Eaux dont il veut renforcer la présence notamment dans le secteur des CHR (café-hôtel-restaurant). La vie de Aïn Ifrane n'a pas été un long fleuve tranquille. Son nom est intimement lié à un grand scandale en relation avec la source de Bensmim, petit village de, 3500 habitants, niché au cœur du Moyen Atlas, «dans les monts verdoyants de la «petite Suisse du Maroc», «Ifrane» comme elle est présentée dans le site de l'entreprise.

Celui-ci passe naturellement sous silence les méandres aux allures de labyrinthe de la mise en exploitation de cette eau de source.

Le démarrage en 2006 des travaux de construction de l'usine provoque la colère des habitants qui ont multiplié les manifestations et les sit-ins pour dénoncer une captation de leur unique source hydrique essentielle pour alimenter leur culture vivrière, agriculture et élevage. En proie à un profond sentiment d'injustice, un groupe de villageois tente d'empêcher les bulldozers et les pelleteuses qui s'activaient à flanc de colline pour sortir l'unité de terre. L'affaire fait grand bruit. Blocage du chantier érigé sur un terrain de quatre hectares accordé par les Eaux et forêts.

Intervention énergique des forces de l'ordre. Dispersion du mouvement de protestation. Interpellation de plusieurs personnes dont le doyen de la Zaouia de Bensmim, Ali Tahiri, âgé à l'époque de 72 ans. Celui-ci a beau montrer aux journalistes qui défi-



Adil Douiri, patron de Mutandis.

### Mutandis de Adil Douiri rachète Aïn Ifrane

# Chronique d'une source détournée

**Issue d'une source appartenant depuis plusieurs générations à un village du nom de Bensmim, niché au pied du Moyen-Atlas, l'eau Aïn Ifrane fait l'objet d'une exploitation contre la volonté des habitants.**

laient chez lui, des dahirs attestant que la source de la discorde est une propriété du village et à personne d'autre, il ne faisait que donner des coups d'épée dabs l'eau... des dahirs attestant que la source de la discorde est une propriété du village et à personne d'autre.

Les associations locales et les altermondialistes s'en mêlent pour faire de ce conflit le symbole mondial de «La lutte pour le droit à l'eau» et réclamer la libération des personnes interpellées. Le procès aura finalement lieu et aboutira à la condamnation de 6 manifestants à une peine de trois mois de prison avec sursis. Bensmim porte les stigmates de la pauvreté et de la précarité : population qui vivote aux prises avec un quotidien pénible, masures en pisé et en briques bordant des sentiers poussiéreux.

Le seul bien précieux de Bensmim est son eau de source surtout qu'il est situé dans une région particulièrement exposée au cycle des sécheresses et au stress hydrique. Et voilà

qu'on vient la leur piquer par le recours à une convention de privatisation troublante signée par un certain Mohamed El Yazghi qui occupait le poste de ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement dans le gouvernement Jettou II (2004-2007).

### Anguille sous roche

Le trouble vient du fait que le bénéficiaire de cette cession est un ressortissant français du nom de Nicolas Antaki en sa qualité de directeur de la société Euro-Africaine des eaux (EADE) qu'il a créée en 2001.

«Le quota accordé par l'Agence du bassin hydraulique de Sebou est de 3 litres / seconde. Or le débit moyen de la source de Bensmim, régulièrement contrôlée depuis quarante ans, est de 80 litres /seconde, et au moins 20 en période de sécheresse», expliquait Nicolas Antaki pour rassurer ses interlocuteurs en leur faisant miroiter

la création de 200 emplois pour assurer la production de 100 millions de litres par an destinées au marché national. Mais a-t-on objectivement besoin de faire appel à un étranger pour l'exploitation d'une source d'eau marocaine ?! Visiblement, il y a anguille sous roche. Ce qui semble certain c'est que cet Antaki a joué le rôle de portage au profit d'une tierce partie puisque son entreprise, l'EADE, tombe en mai 2010 dans l'escarcelle du groupe français Castel. Plus de trace de M. Antaki. On entendra plus parler de lui... On dirait qu'il s'est évaporé...

De Nicolas Antaki à Adil Douiri, que d'eau a coulé dans les bouteilles de Aïn Ifrane pour aller remplir l'on ne sait quelle fontaine. Une eau qui n'a pas la bénédiction des villageois qui estiment qu'on leur a volé. Par le biais d'une mystérieuse infiltration... Quant à l'ex-ministre reconverti dans les affaires, ce n'est pas sûr que Aïn Ifrane suffise à étancher sa soif d'opportuniste du business liquide... ▀





## Le Maigret du CANARD



Kaïs Saïed, un homme imprévisible...

### Migration clandestine

# LA TUNISIE INQUIÈTE L'UE

**S**ous Kaïs Saïed, la Tunisie est devenu un pays qui ne produit que le pire au grand malheur d'une population livrée au chômage et aux privations : la répression politique avec l'arrestation à tour de bras des voix dissonantes (hommes politiques, syndicalistes, journalistes, juges, militants

des droits humains) et une capacité de nuisance liée à l'export des migrants vers l'Europe via l'Italie voisine. C'est la Tunisie plate-forme privilégiée de la migration clandestine qui inquiète le plus l'Union européenne et non les atteintes flagrantes aux droits de l'homme. Au point que ses dirigeants, dont la patronne de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et la présidente du Conseil Italien Gior-

gia Meloni, ont débarqué dimanche 11 juin à Tunis. Objectif : convaincre le nouvel autocrate du palais de Carthage de jouer les gendarmes pour l'Europe en contrepartie d'un paquet de subsides maquillé en «partenariat renforcé». Selon le haut-commissariat aux réfugiés, 51.215 migrants dont 26.000 venus de Tunisie sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année, soit une hausse de 154%

en un an. Asphyxiée par une dette à hauteur de 80% de son PIB, empêtrée dans de grandes difficultés économiques, incapable de faire face aux importations y compris des denrées de base objet de pénuries récurrentes, la Tunisie de Saïed flirte avec la faillite surtout qu'elle ne peut plus emprunter. Von der Leyen veut en profiter pour avancer ses pions et amener son interlocuteur à agir en partenaire fiable. «Il est de notre intérêt commun de renforcer notre relation et d'investir dans la stabilité et la prospérité [de la Tunisie], a-t-elle déclaré, tout en évoquant le projet d'une «assistance financière qui pourrait atteindre 900 millions d'euros» en plus «d'une aide supplémentaire de 150 millions d'euros à injecter dès maintenant» dans les caisses d'un État exsangue. Von der Leyen espère signer un accord avec la Tunisie lors du prochain sommet européen prévu à la fin du mois de juin. Ce qui n'est pas acquis avec un homme imprévisible qui a fait de son pays une wilaya algérienne. N'avait-il pas déclaré à Sfax, ville d'embarquement des migrants illégaux, que la Tunisie refuse d'être «le gardien des frontières» de l'Europe ?

Derrière le forcing diplomatique de l'UE se profile aussi la pression sur le président tunisien pour reprendre langue avec le FMI et accepter ses exigences : le déblocage d'un prêt de 1,75 milliard d'euros contre la mise en route d'un programme de privatisation des entreprises publiques et la décompensation de certains produits de première nécessité. Refus catégorique de l'enseignant universitaire adoubé président qui a dénoncé des «diktats étrangers». Autrement dit, Saïed veut des fonds sans faire de réformes.

Avec la Tunisie de Kaïs Saïed, l'UE est bien partie pour subir des déferlantes continues de migrants clandestins et de se noyer dans un océan d'incertitude... ▶

## Loterie Nationale renouvelle sa certification triennale «Jeu Responsable»

**L**a Loterie Nationale a obtenu pour la quatrième fois consécutive, la certification triennale «Jeu Responsable» décernée par les Loteries Européennes (European Lotteries), ainsi que le niveau 4, soit le plus haut niveau, de certification aux standards du «Jeu Responsable» de la World Lottery Association (WLA). La cérémonie a eu lieu lors du 11ème congrès de l'association the European Lotteries qui s'est tenu au début du mois de juin à Šibenik en Croatie. Cette consécration, décernée à la Loterie Nationale depuis 2013, représente

une marque de reconnaissance internationale pour les efforts fournis par la Loterie Nationale et son engagement en faveur du «Jeu Responsable». En effet, l'entreprise délivre régulièrement des messages de sensibilisation rappelant que le jeu doit relever du divertissement et n'a pas vocation à constituer une alternative au travail. Ces messages sont diffusés auprès de ses parties prenantes, notamment les joueurs, le public, les fournisseurs et les détaillants, visant à réduire les risques liés aux effets pervers du jeu excessif.





OCP en état de décarbonation avancée

# UN GÉANT EN VERT MASSIF

Mostafa Terrab,  
président d'OCP.

## SPÉCIAL DÉCARBONATION



Maroc-Union européenne  
**Le partenariat  
passe au vert**



Accès au financement vert  
**Les offres des  
banques**



Othmane  
Benjelloun,  
président de BOA.  
**Bank of Africa**  
**Un engagement  
écologique précoce**

**Économie bas carbone**

# LE MAROC DOIT MONTER EN CHARGE

Tatwir croissance verte **UN PROGRAMME  
POUR VERDIR LES TPME INDUSTRIELLES**



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

EDITO

Par Jamil  
Manar

## Économie bas carbone Le Maroc doit monter en charge

**L**es responsables marocains ont beau marteler que la décarbonation de l'économie est une opportunité pour les entreprises nationales, force est de constater que ces dernières ne se bousculent pas au portillon pour s'inscrire dans cette nouvelle tendance mondiale. Résultat : Pas d'engouement particulier pour les financements neutre en carbone, disponibles chez certaines banques nationales comme Bank of Africa, leader dans ce domaine, si l'on excepte les entreprises et opérateurs obligés de décarboner leurs processus de production en prévision de l'entrée en vigueur en octobre 2023 dans la zone euro du Carbon border adjustment mechanism (CBAM).

*Même si le Maroc est un pays faiblement émetteur de gaz à effet de serre (GES), il s'est engagé, résolument et sérieusement sur la voie des énergies renouvelables avec une certaine longueur d'avance qui lui permet d'envisager l'avenir avec optimisme.*

A partir du 1er octobre 2023, la taxe carbone aux frontières démarre par une phase de test, durant laquelle les importateurs européens devront déclarer les émissions carbonées de leurs produits importés, sans avoir à les payer. A l'issue de cette phase transitoire, les États membres pourront décider d'élargir le dispositif à d'autres branches comme les produits agricoles dont le Maroc est un gros exportateur vers les marchés de l'UE.

Le mécanisme concerne, dans un premier temps, les secteurs les plus polluants comme le fer, l'acier, le ciment, les engrais, l'aluminium, l'électricité et l'hydrogène.

En pratique, le CBAM est une taxe à payer obligatoirement par les entreprises importatrices de marchandises en provenance de pays où les normes d'émissions de CO2 sont moins strictes. En d'autres termes, les exportateurs marocains qui continueront à produire selon les procédés traditionnels jugés polluants seront plus chers et par conséquent moins compétitifs avec le risque d'être éliminés du marché, à l'inverse des opérateurs qui auront investi dans les nouveaux standards de la décarbonation économique qui produisent des biens moins chers car non taxés. Ce qui est un atout considérable pour un positionnement avantageux en vue de gagner des parts de marchés

dans les pays de l'UE. Tel qu'il est conçu et sera mis en œuvre, le CBAM fait figure à la fois de contrainte et d'opportunité pour le tissu productif national dans sa globalité, qu'il soit tourné vers l'export ou pas. C'est une chance pour moderniser l'appareil productif national et le développer.

D'où la nécessité pour un pays pour lequel l'UE représente le principal débouché pour ses produits de s'inscrire dans ce cercle productif vertueux.

Même si le Maroc est un pays faiblement émetteur de gaz à effet de serre (GES), il s'est engagé, résolument et sérieusement sur la voie des énergies renouvelables avec une certaine longueur d'avance qui lui permet d'envisager l'avenir avec optimisme. Cette anticipation procède d'une démarche volontariste et perspicace du souverain qui a abouti à la construction du plus grand complexe solaire au monde, celui de Noor à Ouarzazate, et à l'émergence de plusieurs centrales éoliennes dans différentes régions du pays.

La démarche royale a ceci de particulier qu'elle va au-delà d'une simple volonté de réduire la dépendance nationale vis-à-vis des combustibles fossiles qui pèse lourd sur le budget de l'État. Elle projette de fait le pays dans l'après-pétrole qui a déjà commencé et qui concerne tous les secteurs d'activité. Pour ne pas être à la traîne, les géants de l'or noir européens investissent à coups de milliards dans l'énergie verte. De leurs choix dépendra la mobilité de demain et elle se déploie déjà sous nos yeux avec l'essor des voitures électriques et l'arrivée dans les années à venir d'avions sans CO2. L'objectif fixé par les Européens à l'horizon 2050 est très ambitieux. Atteindre la neutralité carbone. Cette dynamique vertueuse, appelée à se développer, valide la stratégie marocaine qui allie efficacité énergétique et protection de l'environnement. Ces deux préoccupations rejoignent aussi les objectifs de l'économie circulaire qui peut être une excellente alternative à l'enfouissement des déchets qui pêche par son caractère à la fois polluant et onéreux. Dans un pays qui produit près de 6 millions de tonnes de déchets ménagers par an, il va sans dire que la valorisation énergétique de ces détritiques permet une réduction assez substantielle des énergies fossiles. Les partis politiques gagneraient à s'approprier la question écologique en la transformant au moins en outil de gouvernance locale où il y a tant de choses à faire et à promouvoir (éclairage public, transport, etc.).

C'est bien beau de verdir sa politique, de s'autoproclamer défenseur de la nature et de prendre conscience des dangers qui la menacent du fait des activités humaines mises en cause dans le changement climatique. Mais encore faut-il que les pouvoirs publics mettent en place une stratégie nationale bas carbone au profit des secteurs productifs les plus émetteurs de GES comme l'agroalimentaire, le ciment et la chimie. Avec des orientations sectorielles claires et chiffrées et des financements publics conséquents pour les aider à acquérir les technologies nécessaires. Tout un programme. ●



**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP



OUR CONTINENT, OUR FUTURE

# UNE ÉNERGIE PROPRE POUR UNE RELANCE DURABLE

**BANK OF AFRICA  
S'ENGAGE DANS  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE**

[BANKOAFRICA.MA](http://BANKOAFRICA.MA)

BANK OF AFRICA - S.A. au capital de 2 087 698 270 Dirhams - Établissement de crédit - Arrêté d'agrément n°2348-94 du 23 août 1994 - 140 avenue Hassan II - 20 039 Casablanca - Maroc - RC 1.27129 Casa - N° IF : 01085112



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Énergies propres de demain

## Le Maroc mise sur l'hydrogène

**C'est fort de ces ressources non négligeables dans le solaire et l'éolien que le Royaume entend prendre la part qui lui revient sur ce nouveau marché très prometteur.**

**Ahmed Zoubair**

L'hydrogène vert est de l'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables, où le Maroc est un leader mondial, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou l'hydroélectricité.

L'hydrogène vert est souvent présenté comme une alternative aux hydrocarbures fossiles, et comme un levier pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de certains secteurs (industrie, transports, etc.).

**Produit**

Produit principalement par électrolyse de l'eau à partir d'électricité renouvelable, elle est considérée comme le principal levier d'avenir pour accélérer la transition vers la neutralité carbone : développement de la mobilité verte, décarbonation des usages massifs industriels d'hydrogène (engrais, raffi-

nerie, chimie...), meilleure intégration des énergies renouvelables intermittentes dans le système énergétique et stockage massif des surplus d'électricité produits. Que des avantages. L'agence internationale de l'énergie met en valeur ces opportunités de haute importance en même temps que les défis à relever pour en faire la source énergétique du futur. Et le futur est déjà là.

Les piles à combustible, chargées d'hydrogène, se substitueront au réservoir de la voiture plein de carburant. Vous ne vous arrêterez plus dans des stations d'essence pour faire le plein mais à des stations d'hydrogène estampillées H2. Déjà inventée par un jeune franco-marocain vivant en France, alimentée par un dispositif de réservoir à hydrogène amovible, cette voiture au design futuriste, baptisée Hydrogen Utility Vehicle (HUV) a été présentée au souverain au palais royal à Rabat en mai dernier.

C'est un avenir en vert qui s'annonce pour les automo-

bilistes de la planète. C'est dire que l'hydrogène offre une alternative intéressante pour les carburants classiques extraits à partir des énergies fossiles comme le pétrole qui ont le défaut d'être très polluantes et nuisibles pour l'environnement. H2 est l'élément chimique

qui existe en abondance dans l'univers. Transformer ce gaz léger en vecteur énergétique présente naturellement un intérêt écologique considérable. En effet, la combustion de l'hydrogène n'émet pas de CO2, ni d'oxyde de soufre ni de particules fines. La seule substance évacuée

est l'eau.

Du fait de ses multiples avantages, l'hydrogène est considérée comme une solution technologique à valoriser dans l'optique des transitions énergétiques, un peu partout à travers le monde. Permettant de mieux répondre que les batteries

### Le train à hydrogène déjà mis en service...



sonore remarquablement bas. Ce train zéro émission de CO2 dont la partie traction a été assemblée en France à Tarbes, est équipé de piles à combustible qui transforment en électricité l'hydrogène stocké sous forme gazeuse dans le toit. Un plein d'hydrogène assure 1.000 kilomètres d'autonomie au train qui peut rouler à une vitesse maximale de 140 km/h. Avec ce train, une étape importante vers la décarbonation des transports ferroviaires a été franchie.

Finies les locomotives diesel dans le rail. La mise en service du tout premier train à hydrogène a eu lieu en août 2022 en Allemagne. Fabriqué par Alstom, ce train baptisé le Coradia iLint a parcouru une distance de 1175 km kilomètres à travers l'Allemagne de Bremervörde à Munich. Sans ravitaillement, émettant seulement de la vapeur d'eau et circulant avec un niveau



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

à de nombreux enjeux de stockage (volume, durée, déconnexion des réseaux), cette matière première est aujourd'hui au centre des initiatives de recherche publiques et privées des nations développées et des pays émergents. Toutefois, l'hydrogène est aujourd'hui extrait à environ 95 % des énergies fossiles.

## Nouveau marché

Le procédé favorise l'émission de CO<sub>2</sub> dans de grandes proportions : Pour produire 1 kg d'hydrogène, on émet 10 kg de CO<sub>2</sub>. Or, il existe un moyen de produire de l'hydrogène sans émettre de CO<sub>2</sub> : l'électrolyse, à condition que l'électricité utilisée dans le processus soit elle-même décarbonée grâce au recours

aux énergies renouvelables. Là réside l'enjeu majeur de la production d'hydrogène vert.

Les grandes économies mondiales sont mobilisées pour mettre au point des solutions économiquement viables. De nombreux pays émergents comme le Chili et le Mexique se sont déjà positionnés dans la course mondiale à l'hydrogène.

Le Maroc n'est pas en reste qui a misé très tôt sur les énergies renouvelables en affichant ses ambitions dans ce domaine avec la construction du plus grand complexe solaire au monde à Ouarzazate et un parc éolien assez consistant. C'est fort de ces ressources non négligeables dans le solaire et l'éolien que le Royaume entend prendre la part qui lui revient sur ce nouveau marché très



## Les avantages de l'hydrogène vert en bref

### Zéro émission :

l'hydrogène vert est une énergie totalement propre ;

**Intégration réseaux :** l'hydrogène vert constitue un pont entre les réseaux électriques, de gaz et les transports ;

**Flexibilité :** l'hydrogène vert peut-être stocké et distribué à la demande ;

**Performance :** une densité énergétique élevée ;

**Porteur de création de valeurs :** un prix accessible qui permet de faire des économies et de maîtriser les dépenses énergétiques.



## L'hydrogène vert est-il écologique ?

L'un des intérêts majeurs de l'hydrogène vert, c'est qu'il constitue un vecteur énergétique ou une source d'énergie relativement écologique, en théorie du moins. Dans les faits, l'impact écologique de l'hydrogène est encore largement controversé. En effet, le rendement de la production d'hydrogène étant très faible, il faut consommer énormément d'électricité pour produire de l'hydrogène par électrolyse. De ce fait, les impacts de la production d'hydrogène par électrolyse peuvent être très élevés, et ce, même si l'électricité est « bas carbone » ou « renouvelable » au départ.

De plus, le déploiement d'une filière hydrogène vert implique le développement d'infrastructures qui sont coûteuses en énergie, en ressources, en matériaux. Sans compter que l'hydrogène peut aggraver le réchauffement climatique s'il se retrouve dans l'atmosphère, ce qui pose la question de l'impact environnemental des fuites. Le bilan écologique de l'hydrogène est donc discutable : il peut être intéressant dans certains secteurs ou certaines applications où il n'y a pas d'autre alternative (par exemple, certains procédés industriels) mais est moins pertinent pour des usages où des alternatives existent. C'est le cas de la voiture à hydrogène, qui est moins intéressante du point de vue écologique qu'une voiture électrique.

prometteur. Une étude réalisée en 2018 place le Maroc parmi les 6 pays dotés d'un fort potentiel d'exportation de l'hydrogène vert. «La production de l'hydrogène vert au Maroc favorisera sa croissance économique, contribuera à la décarbonation de son industrie et renforcera la sécurité de son approvisionnement en intrants énergétiques et non énergétiques. Elle apportera aussi une valeur ajoutée à la production d'électricité de source renouvelable, en particulier sa transformation en produits à plus forte densité énergétique et à fort potentiel de demande de grandes économies mondiales ce qui représente aussi une réelle opportunité pour notre pays pour exporter de l'énergie

verte», lit-on dans la feuille de route hydrogène vert du Royaume. Une autre enquête a révélé que le Maroc pourrait capter entre 4 à et 8% du marché mondial de l'hydrogène, ce qui représente la bagatelle de 150 à 400 milliards d'euros. La production d'ammoniac pourrait être un facteur déterminant dans cette conquête. Combiné à l'azote, l'hydrogène permettra à long terme au pays de ne plus recourir à l'ammoniac importées à hauteur de 2 millions de tonnes par an. Pour les experts, cette chaîne de valeur offre d'autres pistes comme le recyclage du carbone pour produire du méthanol, diesel ou kérosène synthétique... Dans cette optique, l'Agence marocaine pour l'énergie durable

travaille déjà sur le développement de la première unité marocaine d'hydrogène vert. Cofinancé par la Banque allemande de développement (KfW), le projet porte sur la réalisation en 2025 d'une centrale hybride photovoltaïque/éolienne pour alimenter une usine d'hydrogène vert d'une capacité d'électrolyse d'environ 100 MW. En prenant les devants, le Maroc vise à décarboner son économie notamment l'industrie et la mobilité. Un défi qu'il est obligé de relever pour être en phase avec les exigences de ses partenaires étrangers notamment européens qui accélèrent la marche vers des processus de production industrielle plus respectueux de l'environnement. ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

## L'Europe impose ses normes climatiques

**L'Union européenne a adopté en décembre 2022 un dispositif unique au monde : le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Ce dispositif doit permettre à l'Union d'étendre ses normes environnementales aux entreprises étrangères exportant sur son territoire. Le Maroc est évidemment concerné via ses exportations, essentiellement les produits agricoles et les phosphates.**

**Jamil Manar**

**L**e MACF ou CBAM (Carbon border adjustment mechanism) va s'appliquer progressivement à partir du 1er octobre 2023. Il a été validé par les eurodéputés, réunis en session plénière le 18 avril dernier, puis par le Conseil le 25 avril. A cette taxe, qui entrera pleinement en vigueur en 2026 ou 2027, seront soumis plusieurs secteurs (acier, aluminium, ciment, engrais, électricité, mais aussi hydrogène) aux standards de l'UE sur le climat. C'est l'une des mesures-phares pour accélérer la décarbonation de l'industrie européenne en taxant les secteurs les plus polluants (acier, ciment, engrais, électricité ou encore hydrogène etc.) mais aussi les importations et produits issus des pays tiers aux normes moins strictes dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif proclamé étant de soumettre ces produits aux standards environnementaux de l'Union européenne pour qu'ils aient le même prix carbone



que les marchandises fabriquées en Europe. Le véritable enjeu est de pousser les entreprises européennes à se tourner vers des marchés de la zone euro jugés plus respectueux de l'environnement et de ses normes.

Derrière la mise en place du MACF, il y a aussi le souci d'éviter un « dumping écologique » ou ce que l'on appelle les « fuites de carbone » – elles verraient les industriels délocaliser leur production hors d'Europe – tout en encourageant le reste du monde à accroître son ambition climatique.

Pierre angulaire du mandat de la commission européenne, le Pacte vert pour l'Europe tend vers un objectif ambitieux : atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Concrètement, les émissions de gaz à effet de serre de l'Union doivent être suffisamment faibles pour être absorbées par les puits de carbone naturels - tels que les océans et les forêts - et technologiques, qui permettent de les capturer artificiellement. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE a été conçu et installé dans cet esprit.

Concrètement, en plus de payer le prix habituel pour importer une marchandise, une entreprise est tenue de régler le prix des émissions de gaz à effet de serre qu'elle engendre. Le montant des taxes sera modulé : si les pays d'origine appliquent déjà un prix carbone, seule la différence sera payée.

Le but de l'UE est de ne pas se limiter aux matières premières, afin que des biens (les voitures, par exemple) et autres produits transformés soient en fin de compte aussi intégrés au mécanisme.

Plusieurs éléments restent encore à définir. Pour l'instant, seulement 60 % des émissions industrielles de l'Europe sont couvertes par le mécanisme, les produits transformés ne le sont pas. Par exemple l'importation d'une voiture fabriquée au Maroc avec de l'acier turc n'est pas intégrée au mécanisme, à l'inverse de l'importation brute d'acier turc. Les eurodéputés souhaitent aussi élargir la liste des marchandises incluses dans la taxe carbone, en y intégrant certains plastiques ou produits chimiques. Pour réduire son bilan carbone, l'Union européenne agit aujourd'hui essentielle-

ment sur son territoire. Mais tout ne repose pas sur les seules émissions de gaz à effet de serre du marché unique. Marché ouvert au libre-échange, l'UE dépend en effet pour ses approvisionnements d'une économie largement mondialisée. Les pays de la zone euro ont ainsi réalisé en 2022 plus de 3 000 milliards d'euros d'importations, soit l'équivalent du PIB de l'Espagne et de l'Italie réunies. Ces échanges représentent 20 % des émissions de gaz à effet de serre européennes et dont le bilan carbone est en hausse chaque année. ●

### Fuites carbone

**D**ans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, lancé fin 2019, l'UE a fixé des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, visant à l'horizon 2030, une baisse de 55% par rapport à 1990 ; et en 2050 la neutralité carbone, conformément à l'accord de Paris. Pour autant, rappelle la Commission, le réchauffement climatique est un "problème mondial qui nécessite des solutions mondiales". Or, les exigences de l'UE donnent lieu à des "fuites de carbone", un phénomène qui se produit dans deux cas de figure : d'une part, des entreprises installées dans l'UE peuvent être tentées de délocaliser une production "à forte intensité de carbone" dans des pays tiers, aux politiques climatiques moins exigeantes ou regardantes ; d'autre part, lorsque sont importés des produits à plus forte intensité carbone que ceux produits dans l'UE. ●



Nous puisons dans  
nos racines...



mosaik

... pour conquérir l'avenir

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entrepreneuriale, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

**Maroc - Sénégal - Bénin - Côte d'Ivoire - Burkina Faso - Kenya**

[www.holmarcom.ma](http://www.holmarcom.ma)



**HOLMARCOM**  
GROUP



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

OCP en état de décarbonation avancée

## Un géant en vert massif

**Le leader mondial des phosphates est à la pointe de l'engagement en matière d'énergie verte grâce à son programme prévoyant un investissement de 130 milliards de DH sur la période 2023-2027.**



**Ahmed Zoubair**

« **N**ous sommes engagés à être aussi durables qu'une entreprise peut l'être ». L'engagement pris solennellement par le PDG du Groupe OCP, Mustapha Terab, s'est concrétisé sur le terrain. L'agence de notation extra-financière Sustainalytics ainsi que l'organisme indépendant CDP l'avaient confirmé en début d'année 2023. En dévoilant leurs notations annuelles concernant le suivi des performances dans le domaine de la décarbonation, ces organismes ont reconnu au leader mondial des engrais phosphatés la bonne gestion des risques liés à la gestion de l'eau avec un score de 100/100 et affirmé qu'il a atteint le « Leadership Level » en matière d'atténuation des risques climatiques et de promotion d'une économie à faible émission de carbone.

### **Sustainalytics récompense l'ambitieuse stratégie de décarbonation du Groupe OCP**

Cette année, l'agence Sustainalytics était particulièrement attentive aux avancées de la feuille de route de décarbonation du Groupe. En effet, l'office a publié pour la première fois le scope 3 de son Bilan Carbone. Le périmètre le plus large de calcul de l'empreinte carbone incluant toutes les émissions indirectes en amont et en aval de son cycle de production (achat de matières premières, transport et déplacements, etc), en plus du scope 1 (lié à son activité directe) et du scope 2 (émissions indirectes liées à sa consommation d'électricité) que le Groupe avait publiés auparavant. Sustainalytics a ainsi amélioré l'indicateur lié à la divulgation de ses émissions de CO<sub>2</sub> (de 75 à 100/100), mais également les notes attribuées au programme de réduction de l'empreinte carbone (de 50 à 100/100) et à la gestion des risques liés aux gaz à effet de serre (de 50 à 100/100). Sustainalytics a également reconnu au Groupe OCP la bonne gestion des risques liés à la gestion de l'eau avec un score de 100/100, tout en saluant les décisions prises par le Groupe en 2021

**La vision royale a donné au Maroc une bonne longueur d'avance en matière des énergies propres.**

en vue d'accélérer son programme Eau, pour faire face au contexte de stress hydrique que connaît le Maroc. Par ailleurs, il est à souligner que Sustainalytics a mis en valeur la bonne performance du Groupe sur le volet social ou il s'est distingué sur plusieurs indicateurs. Ce qui lui a valu une note de 100/100 sur son programme diversité, ses initiatives communautaires, sa gestion HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement) et le développement de son Capital Humain.

### **Une neutralité carbone à l'horizon 2040**

OCP a pris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2040. Pour y parvenir, le Groupe adapte en continu ses opérations et sa consommation énergétique dans ses sites de production. Sur le court terme, le Groupe vise une réduction de 50% des émissions totales de CO<sub>2</sub> d'ici 2025 et une amélioration constante de la qualité de l'air en multipliant les systèmes de surveillance des émissions en temps réel et les unités de lavage de gaz. Avec son Slurry Pipeline, transportant le phosphate lavé de la mine de Khouribga à la plateforme de traitement de Jorf Lasfar, le Groupe parvient à éliminer les étapes de séchage et de transport par voie ferrée. Ce projet à lui seul a permis de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> d'OCP de 620 000 tonnes et d'économiser 3 millions de mètres cubes d'eau chaque année. « Cette réalisation s'intègre dans le cadre de notre « Programme Eau » qui vise à réduire notre consommation totale d'eau de 15% d'ici 2024 et à fournir 100% de nos besoins en eau à partir de sources non-conventionnelles d'ici 2030 », souligne le géant mondial des phosphates.

### **Des projets ambitieux dans les mines, les fertilisants, l'énergie et le dessalement de l'eau de mer**

La première réunion de la Commission nationale des investissements tenue le 24 mai dernier a approuvé 21 conventions et avenants pour une enveloppe globale de 76,7 mil-

liards de DH. Les résultats de cette réunion ont révélé, une nouvelle fois, le positionnement des champions de l'économie nationale, notamment le Groupe OCP, en tant que locomotive de l'investissement. En effet, lors de cette première réunion de la CNI, l'office a présenté des investissements majeurs comprenant trois projets ayant trait au développement des mines, des fertilisants et de l'énergie verte.

Ils s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme d'investissement du Groupe pour la période 2023-2027 d'un montant de 130 milliards de DH. Ce programme ambitieux dévoilé le 3 décembre dernier consigne les engagements du Groupe en matière de développement durable et qui sont en ligne avec la stratégie du Maroc en matière de transition énergétique. ●

### **OCP à la vitesse grand H**

« **N**otre objectif repose sur la décarbonation de toute notre chaîne de valeur, jusqu'aux Land Users, c'est-à-dire jusqu'aux fermiers. L'un des leviers essentiels pour atteindre cet objectif repose sur l'hydrogène vert », a déclaré en mai dernier à la Tribune Afrique Karim Saoud, vice-président of Water and Energy chez OCP qui estime que « l'agriculture face au changement climatique doit relever de nombreux défis au niveau des fertilisants ». L'hydrogène vert occupe en effet une place centrale dans la stratégie bas Carbone d'OCP où l'ammoniac vert s'impose comme une solution d'avenir pour une agriculture durable.

Pour sa production d'ammoniac vert, OCP a identifié un site près de son gisement de Boucraâ, à proximité de Sebkhah Tah, dans la région de Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra. Le complexe d'ammoniac vert, d'une capacité de production d'un million de tonnes, sera composé d'une usine d'électrolyseurs d'hydrogène, d'une station de dessalement d'eau de mer de 60 millions de m<sup>3</sup>, d'une ferme solaire photovoltaïque de 1,2 GW et d'un parc éolien de 2,6 GW.



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

**Jamil Manar**

Dans une étude réalisée par le Policy Center for the New South (PCNS) et Enel Green Power Maroc, dont les résultats ont été publiés en 2021, des dépenses publiques allant jusqu'à 198 milliards de dollars devront être mobilisées, entre 2020 et 2050, pour atteindre les objectifs escomptés. Objectif : évaluer les options potentielles à adopter en matière de décarbonisation. Le Policy Center for the New Intitulé « La trajectoire de décarbonisation du Maroc » et présenté en quatre parties, ce document (Policy brief) met en avant deux scénarios éventuels à savoir le scénario « Ambition accélérée » (AA) comprenant des mesures-clés qui influent fortement sur la demande, comme l'efficacité énergétique, la réforme progressive de la subvention du gaz de pétrole liquéfié (GPL), la mobilité propre et électrique et un recours accru au dessalement et le scénario « Développement vert » (DV) exploitant tous les leviers de décarbonisation possibles.

Dans ce sens, l'étude précise que pour soutenir les mesures financières destinées à décarboniser l'économie marocaine, des dépenses publiques importantes et efficaces qui auront des répercussions notables sur le bien-être et l'économie seront nécessaires. Entre 2020 et 2050, ces dépenses sont estimées à 108 milliards de dollars américains dans le scénario « Ambition accélérée » et à 198 milliards USD dans le scénario « Développement vert », affirment les auteurs de l'étude.

Pour les experts du PCNS, plusieurs incitations financières seront nécessaires pour six secteurs stratégiques identifiés, à savoir le transport routier, l'industrie et le tertiaire, le résidentiel, l'agriculture, l'électricité et l'infrastructure de réseau. Dans les deux scénarios, c'est le secteur des transports qui absorbe la majorité des dépenses, soit 65 % dans le scénario « Ambition accélérée » et 70 % dans le scénario « Développement vert ».

Dans les détails, « La trajectoire de décarbonisation du Maroc », nécessite près de 93 % des dépenses d'investissement supplémentaires qui devront faire l'objet d'incitations à court et moyen termes (2020-2045) dans le secteur du transport routier. S'agissant de l'industrie et le tertiaire, environ 50 % des dépenses d'investissement supplémentaires liées aux interventions en faveur de l'efficacité énergétique doivent être encouragées et modulées en fonction du temps de retour sur investissement / TRI attendu pour chaque secteur d'application, souligne l'étude.

## Décarbonation **Le Maroc doit mobiliser 198 milliards de dollars entre 2020 et 2050**

**La décarbonation est un processus à long terme qui nécessite des investissements importants, des mesures financières et non financières spécifiques pour faciliter cette transition.**

Dans le « résidentiel », une subvention complète de la différence de dépenses entre la configuration bas carbone et les chaudières GPL sera nécessaire ainsi qu'une subvention du GPL considérée comme renchérisant moins le coût pour les utilisateurs finaux, affirme le document qui suggère également une subvention complète de la différence entre les dépenses d'investissement et d'exploitation des pompes à chaleur pour le chauffage du bétail et les chaudières au GPL dans le secteur agricole. Même constat pour le secteur de l'électricité et des infrastructures, dans lesquels les pouvoirs publics devront développer le réseau pour soutenir la décarbonisation des différents secteurs, confirme l'étude.



**Réussir sa transition énergétique en douceur est un grand défi que le Maroc doit relever...**

### Secteur du transport

## **132 dollars USD pour réduire une tonne de CO2**

Une analyse de sensibilité des dépenses publiques a été réalisée pour déterminer le coût de la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) ainsi que le bénéfice net pour l'État. Les résultats du scénario « Développement vert » montrent que les dépenses publiques entraînent des réductions d'émissions et des avantages en termes de coûts pour tous les secteurs sur la période 2020-2050, lit-on sur le document du PCNS

Les secteurs des transports et du résidentiel, en particulier, présentent des résultats remarquables, précise l'étude. « La plus grande réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, estimée à un maximum de 1.057 MtCO<sub>2</sub> sur la période 2020-2050, émane du secteur des transports, et les dépenses publiques pour réduire une tonne de CO<sub>2</sub> atteignent 132 dollars USD/tonne de CO<sub>2</sub> », précisent les experts. Globalement, le coût économique total pour ce secteur dans un scénario de décarbonisation ambitieux (c'est-à-dire, le « Développement vert ») sera réduit de 212 milliards USD sur la période 2020-2050, alors



**Le transport gagnerait à prendre le virage de la durabilité.**

que la réduction du coût économique total pour réduire une tonne de CO<sub>2</sub> est estimée à 201 dollars USD/ tonne de CO<sub>2</sub>. Le secteur résidentiel présente également un potentiel important de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. La réduction totale de CO<sub>2</sub> sur la période 2020-2050 est estimée à 188 MtCO<sub>2</sub>, et la réduction d'une tonne de CO<sub>2</sub> nécessitera 74 USD/tonne de CO<sub>2</sub> en dépenses publiques. La réduction du coût économique total, tant sur l'ensemble de la période que pour la réduction d'une tonne de CO<sub>2</sub>, sera toutefois faible (1 milliard USD et 7 dollars USD/tonne de CO<sub>2</sub> respectivement). ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Bank of Africa

## Un engagement écologique précoce

**Peu de gens s'en souviennent peut-être ! Mais Bank of Africa (BOA) est la première banque marocaine à lancer une campagne de communication d'envergure, intitulée «Notre monde est capital» en faveur de la protection de l'environnement. C'était dans les années 90, à une époque où l'écologie et le développement durable n'étaient pas encore une préoccupation majeure. Ni des décideurs politiques ni du monde économique. Mais Othman Benjelloun, en homme visionnaire dont le fils aîné Kamal s'est engagé très tôt pour le combat écologique aux États-Unis, a tenu à montrer la voie. Celle de l'avenir et de la durabilité. C'est naturellement que BOA, fort de sa fibre environnementale précoce, s'est positionnée avant les autres sur le financement des investissements verts. Dans ce domaine stratégique et essentiel qui tient trop à cœur à son fondateur ami de la nature, l'institution propose des formules d'accompagnement novatrices et adaptées à toutes les filières d'activités. Questions/Réponses.**

### Le Canard Libéré : En quoi consiste l'accord de partenariat signé par BOA avec la BERD en septembre 2021 ?

L'accord de partenariat signé par Bank of Africa (BOA) avec la BERD porte sur une ligne de financement durable dans le cadre du programme Green Economy Financing Facility (Geff). Cette ligne de financement est dédiée aux entreprises marocaines privées dans l'objectif d'assurer des financements additionnels en faveur des investissements verts dans les domaines de l'énergie durable, la conservation de l'eau, la réduction des déchets ou les technologies vertes et l'adaptation au changement climatique. Un accord sur une collaboration dans le cadre du Programme de financement de l'économie verte (Green Economy Financing Facility: Geff), avec le soutien du Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund: GCF). Le programme soutient également les activités liées au genre, afin d'améliorer l'égalité des chances entre femmes et hommes pour l'accès au financement climatique destiné à promouvoir les technologies vertes.

Il convient de rappeler que Bank of Africa – Groupe BMCE est partenaire de la BERD depuis 2013, date à laquelle une première facilité de financement du commerce extérieur a été mise en place. Depuis, plusieurs partenariats ont été scellés entre les deux parties, particulièrement dans le domaine de la finance durable et positive, notamment dans le cadre des

Programmes Green Value Chain (GVC) et Mor-SEFF (financement de l'énergie durable).

### Comment se positionne BOA sur le créneau du financement vert et quelles sont les formules proposées pour les entreprises ?

Le Groupe Bank of Africa a très tôt inscrit le développement durable au sein de ses axes stratégiques, sous l'égide de son Président Othman Benjelloun. En effet, dès la fin des années 2000, la Banque a entamé la déclinaison de son approche par une série de mesures :

L'intégration des risques environnementaux et sociaux dans ses activités de financement – avec pour la première fois au Maroc, le lancement d'un SGES – Système de Gestion Environnemental et Social ; le lancement de lignes de refinancement adossées à des partenaires multilatéraux, - BERD, BEI, AFD... - pour l'efficacité énergétique, le genre, les chaînes de valeur vertes... ; la sensibilisation des parties prenantes internes et externes, en faisant évoluer la culture d'entreprise via notamment une approche de management intégré qui a eu un impact sensible (ISO 14001 – Environnement -, ISO 50001 – Energie -, ISO 45001 – Santé, Sécurité et Bien Etre – et ISO 37001 – Anti-corruption, ISO 27001 – Sécurité Informatique).

Ce travail, appuyé par une entité dédiée, a été reconnu par des instituts de référence tel que Moody's Vigeo, qui a classé BOA « Top Performer RSE 2021 » pendant

8 années consécutives. Bank of Africa occupe la première place dans le secteur bancaire des marchés émergents sur 90 Banques. Elle est 2ème sur 852 au niveau de la région et 37ème à l'échelle mondiale.

Pionnière dans la mise en place de financements durables, Bank of Africa poursuit son soutien financier et son engagement envers les entreprises résolument engagées dans la transition verte à travers aussi bien les conventions internationales avec la BERD que les bailleurs de fonds internationaux tout en proposant des offres communes avec les partenaires locaux comme Maroc PME et Tamwilcom. Dans ce cadre, Bank of Africa propose deux offres : la première est « CAP Energie », une solution clé en main pour accompagner les entreprises dans leur processus de gestion des ressources et de transition verte. C'est un package dédié au financement de l'acquisition d'équipements ou de modernisation d'unités de production en intégrant des technologies vertes. Cette solution est composée d'un financement pouvant atteindre 100% des investissements éligibles (plafonné à 5 millions d'Euro), couplée à une subvention d'investissement de 10% du montant d'investissement éligible (plafonnée à 500 millions d'euros) ainsi qu'une assistance technique gratuite. La deuxième offre, baptisée « Cap Industrie Verte », vise à soutenir la décarbonation des TPME industrielles, dans la continuité des actions entreprises en faveur de l'économie verte. Cette solution offre la possibilité de réussir sa transition



Othmane Benjelloun, président de BOA.

bas carbone à travers un dispositif intégré composé d'un financement et d'un accompagnement. Elle consiste en la mise en place d'un CMT bancaire, ou d'un cofinancement avec TAMWILCOM dans le cadre de l'offre Green Invest, couplé à une prise en charge des audits énergétiques et bilans Carbone par Maroc PME dans le cadre du programme Tatwir Croissance Verte.

### Les crédits destinés à la transition énergétique connaissent-ils un engouement particulier de la part des entreprises notamment exportatrices? Quels sont les secteurs qui témoignent le plus grand intérêt pour les crédits décarbonation?

Dans un contexte de reprise économique des plus exigeants, la gestion efficace des ressources devient un défi majeur et déterminant pour la compétitivité de l'ensemble des secteurs d'activités. C'est pour cela qu'il devient impératif pour les entreprises marocaines, et particulièrement les PME/PME, d'investir en intégrant les technologies vertes pour baisser leurs coûts de production et se conformer aux normes environnementales locales et internationales des donneurs d'ordres, notamment à l'export.

La décarbonation de l'industrie revêt un caractère stratégique pour l'économie marocaine. Il s'agit d'une nécessité irréversible du devenir de l'industrie marocaine, dont sont tributaires les contrats exports actuels et futurs. L'objectif

étant d'atteindre un taux d'énergie renouvelable de plus de 52% dans le mix électrique d'ici 2030.

Au travers de ses différents produits verts, BANK OF AFRICA possède un track record éprouvé en financement, avec plus d'un milliard de dirhams mobilisés et une reconnaissance internationale. A titre d'exemple, le succès en financement de l'efficacité énergétique fut tel que les lignes de financement MorSEFF (Morocco Sustainable Financing Energy Facility), GVC (Green Value Chain) ou GEFF (Green Energy Financing Facility), ont été renouvelées et près de 200 projets de nos clients ont été accompagnés à travers ces dispositifs.

Les entreprises marocaines sont encore peu engagées dans la transition vers une économie à bas carbone. A ce stade, ce sont plutôt les grosses industries et les entreprises publiques qui s'y intéressent notamment depuis l'adoption par l'Union Européenne d'une taxe carbone aux frontières sur les produits industriels fabriqués avec de l'énergie fossile.

Les exportations marocaines risquent d'être taxées davantage, voire même d'être interdites d'accès au territoire européen.

Or, s'orienter vers des processus verts pour « décarboner » ses produits signifie aller vers des technologies nouvelles souvent plus chères, d'où la nécessité de mobiliser des subventions et de recourir à des offres à l'image de celles proposées par Bank of Africa. ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

## Tatwir croissance verte **Un programme** **pour verdir les TPME industrielles**

**Le chemin vers la décarbonation de l'industrie marocaine passe par l'accompagnement des Très petites, Petites et Moyennes Entreprises industrielles qui représentent le gros du tissu industriel marocain.**

**Porté par Maroc PME et l'AMEE, le programme «Tatwir croissance verte» lancé en 2021 s'est assigné comme objectif d'appuyer l'émergence de nouvelles filières industrielles bas carbone compétitives.**

**Jamil Manar**

**E**n déployant son Plan de Relance Industrielle 2021-2023, le Maroc a affiché l'ambition de se positionner comme base industrielle décarbonée et circulaire. C'est dans ce cadre que le programme « Tatwir croissance verte » a vu le jour en janvier 2021 sous le gouvernement présidé à l'époque par Saad Eddine El Othmani. Déployé à travers l'Agence Nationale pour la Promotion de la PME (Maroc PME) et l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique (AMEE), le dispositif vise à accompagner les TPME industrielles dans leurs démarches de développement de process et produits décarbonés et d'appuyer l'émergence de nouvelles filières industrielles compétitives bas carbone. « Tatwir croissance verte » s'inscrit dans le cadre de l'exécution des hautes orientations royales pour l'émergence d'une économie verte, la promotion de l'efficacité énergétique et le développement durable, avait souligné le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique de l'époque, Moulay Hafid Elalamy. « Le Maroc s'est résolument engagé dans la transition verte de son économie en optant pour la décarbonation de son industrie qui s'impose désormais en tant que critère important d'accès aux marchés étrangers », avait-il indiqué. Et d'ajouter que « ce programme permet d'appuyer l'excellence opérationnelle des TPME tout en réduisant leur empreinte écologique et de soutenir leur repositionnement stratégique sur des marchés porteurs dans le cadre de nouveaux modèles économiques durables et innovants ». Depuis son lancement, le programme s'est ouvert sur les Petites et les Moyennes Entreprises en amorçage ou en croissance, dont le chiffre d'affaires annuel HT est inférieur ou égal à 200 MDH disposant d'un projet de développement durable à déployer sur une durée de 3 ans. C'est ainsi que plusieurs projets de transition énergétique portant notamment sur l'optimisation des pratiques et des performances énergétiques des équipements (efficacité énergétique) et l'utilisation d'énergies renouvelables ont pris le train de la décarbonation. Une batterie de projets d'amorçage de filières industrielles vertes saisissant les nouvelles opportunités de marché (production d'équipement de recyclage indus-



triel, production de chauffe-eaux solaires et photovoltaïques, produits d'isolation thermique, etc.) ont également pu profiter de l'accompagnement offert par le programme. Ce dernier est destiné aussi aux projets d'innovation et de développement de produits éco-conçus ayant une empreinte carbone positive comme les véhicules hybrides ou électriques, les motos électriques, les produits Bio ou les produits à base de matières recyclées ainsi que les projets de mise en place de technologies propres dont les procédés de fabrication et des flux matières favorisent une utilisation rationnelle des matières premières et la réduction de la quantité d'effluents polluant l'environnement.

### **Une offre intégrée pour un accompagnement technique et financier**

Soutien à l'investissement, appui à l'innovation et à la créativité, conseil et expertise... Tous les moyens ont été mobilisés afin d'accompagner la transformation verte des TPME industrielles puisque le ministère de l'Industrie a consacré une prime d'investissement de 30 % pour l'appui au financement des équipements industriels dans le cadre de ce programme. Une aide remboursable de 5% du projet d'investissement pour contribuer au financement des besoins en fonds de roulement des projets d'amorçage dans de nouvelles filières industrielles vertes a été également mise en place. Selon Maroc PME, une prise en charge allant jusqu'à 50% des dépenses engagées en matière d'innovation et de développement des produits notamment les frais d'études techniques, de développement des maquettes et de prototypes, de tests et analyses de laboratoires, de brevets et marques a été accordée aux entreprises actives dans le cadre de ce programme qui a prévu par ailleurs un financement pouvant aller jusqu'à 80% pour les PME et 90% pour les TPE au titre des actions de conseil et d'expertise technique portant notamment sur les audits et diagnostics énergétiques et environnementaux, la mise en conformité aux normes et labels, les systèmes de suivi en temps réel de la productivité énergétique (Internet of thing IOT) et l'analyse de l'impact environnemental d'un produit. ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Accès au financement vert

## Les offres des banques

**Les institutions financières internationales et les établissements bancaires locaux ont mis à la disposition des entreprises nationales désireuses de réussir leur transition écologique des lignes de crédit spécifiques.**

**Jamil Manar**

**P**our accompagner cette transition, plusieurs initiatives, publiques et privées, ont été lancées afin de faciliter l'accès des entreprises au financement et leur permettre de prendre le train de l'économie verte.

Le Maroc ambitionne de développer une industrie nationale innovante, décarbonée, et compétitive. Pour y parvenir, les entreprises, toutes tailles et secteurs confondus, devront revoir leur mode de production et de consommation en investissant dans l'économie verte, synonyme de résilience, modernisation et croissance durable. Pour les accompagner, plusieurs offres de financement et de soutien des investissements verts des entreprises ont été mises en place via des institutions publiques mais également grâce à la mobilisation du secteur bancaire.

En plus du programme «Tatwir croissance verte», lancé en janvier 2021 au profit des Très petites, Petites et Moyennes Entreprises industrielles et porté par Maroc PME et l'AMEE, le Fonds de Développement Agricole (FDA), a mis au point sa feuille de route de subventions pour la protection des ressources dans l'agriculture. Destiné aux exploitants agricoles de toute taille visant les économies de ressources, la lutte contre l'érosion du sol et la valorisation des sous-produits agricoles, ce dispositif offre des subventions pouvant aller jusqu'à 100% pour certains investissements dans le domaine de l'irrigation localisée (projets collectifs, petits agriculteurs ou projets d'agrégation) ou de la réhabilitation des palmeraies.

Dans le même sens, des offres de cofinancement ont été mises en place. Il s'agit notamment du programme «Green Invest» lancé par «Tamwilcom» en partenariat avec les banques marocaines. En place depuis 2019, ce programme permet l'accès à un cofinancement à taux avantageux pour encourager les investissements dans l'économie verte, initiés par des entreprises de toutes tailles opérant dans l'agriculture, l'industrie ou le tertiaire. L'offre de l'ex-Caisse Centrale de Garantie

(CCG) cible notamment des projets dans les secteurs des énergies renouvelables, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique, la dépollution ainsi que la fabrication d'équipements verts.

Plusieurs institutions internationales se sont inscrites dans cette dynamique verte en faisant le choix d'accompagner les entreprises marocaines désireuses de réussir leur transition écologique. En partenariat avec des établissements financiers nationaux, des organismes tels que l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont développé une série d'offres de financement. Baptisés Cap Bleu, Green Value Chain ou encore Green Economy Financing Facility, ces programmes ont permis aux entreprises marocaines, toutes tailles confondues et issus de différents

secteurs, d'accéder à des crédits de millions d'euros depuis 2018. Par ailleurs, les institutions financières marocaines, notamment les plus grandes du secteur, ont également développé leurs propres offres pour assurer le financement des investissements liés à l'économie verte visant à réduire l'empreinte carbone et à améliorer la compétitivité des entreprises tant celles opérant sur le marché local que celles dont la production est orientée à l'export. Le programme Morseff-cap Energie pour Bank of Africa, BP Green Invest pour la Banque Centrale Populaire, Plan Green pour Attijariwafa Bank et Saquii pour Crédit Agricole du Maroc, sont autant de lignes de financement adaptées qui depuis leur création en 2021 ont permis d'accompagner la politique marocaine de décarbonation. ●





# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Maroc-Union européenne

## LE PARTENARIAT PASSE AU VERT

**Depuis octobre 2022, le Maroc et l'Union européenne sont liés par un partenariat vert visant à accompagner la transition vers des secteurs de production et des modes de consommation durables. Coup de projecteur sur un accord ambitieux.**

**Saliha Toumi**

**S**on premier partenariat vert avec un pays partenaire, l'Union européenne l'a signé avec le Maroc. La cérémonie de signature de cet accord a eu lieu les 18 et 19 octobre 2022 lors du déplacement à Rabat du vice-président exécutif de la Commission européenne Frans Timmermans. Côté marocain, il a été signé par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger Nasser Bourita.

Par ce pacte vert unique en son genre, l'UE et le Maroc renforcent leur coopération en matière de protection de l'environnement, de préservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique.

Les travaux du partenariat s'articulent autour des grands dossiers thématiques comme le climat et l'énergie, l'environnement, les questions marines et maritimes ainsi que l'économie verte.



**Frans Timmermans et Nasser Bourita à Rabat.**

Ce partenariat affiche également l'ambition de rapprocher l'Europe et l'Afrique en explorant des pistes de coopération triangulaire et pourrait servir de modèle pour des partenariats similaires sur le continent africain, où le Maroc prend le lead en matière des défis environnementaux et climatiques. « Le Maroc est un leader en Afrique en matière de lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Le partenariat vert que nous lançons aujourd'hui témoigne clairement d'un engagement commun à agir contre le changement climatique et à tirer parti des possibilités que la transition écologique peut offrir. Ensemble, nous pouvons poser les jalons d'un climat sain, d'une économie saine et d'une prospérité », a déclaré à cette occasion Frans Timmermans.

Les promoteurs du partenariat vert Maroc-UE partagent une série d'ambitions qu'ils s'engagent à mener ensemble :

- Progresser dans la réalisation de leurs objectifs communs de devenir des économies à faible intensité de carbone et résilientes face au changement climatique et à passer à une économie verte ;

- Renforcer le dialogue politique et la coordination en matière d'énergie, de changement climatique, de protec-

tion de l'environnement et d'économie verte aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral ;

- Initier des projets innovants, durables, créateurs d'emplois et respectueux de l'environnement ;

- Développer une coopération triangulaire avec d'autres acteurs internationaux afin d'encourager un engagement plus fort en faveur de la réalisation des objectifs de l'accord de Paris et de faire progresser collectivement le programme mondial en matière de climat.

Le partenariat vert UE-Maroc est également l'une des initiatives phares du plan d'investissement européen annexé à la communication conjointe sur un partenariat européen renouvelé avec la Méditerranée. Sous l'angle multilatéral, ce partenariat envoie un signal politique important d'ambition commune avant la COP 27.

Les travaux relatifs à la mise en place du partenariat ont été lancés en 2021 lors d'un événement de haut niveau coprésidé par Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé du pacte vert pour l'Europe, et par Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des maro-

cains résidant à l'étranger. C'est dans ce cadre que s'inscrit le voyage à Rabat en février 2022 de la présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen. A cette occasion, elle a fait une annonce forte, l'investissement de 1,6 milliards d'euros au Maroc dans le cadre du partenariat Vert visant à soutenir les projets de la transition énergétique et numérique du Royaume.

« Le Maroc est le premier partenaire économique de l'UE en Afrique. Allons plus loin, avec notre Partenariat Vert pour le développement durable », a indiqué dans un tweet Ursula von der Leyen. « L'UE investit 1,6 milliard d'euros au Maroc. C'est une grande opportunité pour la transition verte et numérique. J'espère que nous réaliserons de grands projets sous GlobalGateway pour le bénéfice des Marocains », s'est-elle félicité lors de la conférence de presse organisée dans la foulée de sa réunion avec le chef du gouvernement marocain Aziz Akhannouch.

« Global Gateway » ou « Portail mondial », élaboré en réponse aux nouvelles routes de la soie de la Chine, est un programme qui prévoit le développement d'infrastructures aux quatre coins du monde : Routes, ports, réseaux électriques, parcs photovoltaïques, câbles Internet... L'UE prévoit ainsi de mobiliser 300 milliards d'euros d'ici 2027 pour soutenir le financement d'infrastructures soutenables et de qualité, dans le respect des normes sociales et environnementales. Ce programme est de nature à doper les économies des pays européens et celles de leurs partenaires tout en aidant l'Europe à asseoir son influence géopolitique dans une planète où les rivalités opposent essentiellement les États-Unis et la Chine.

Derrière « Global Gateway » se profile les incertitudes qui caractérisent de plus en plus le contexte international. L'invasion de l'Ukraine a eu comme principale conséquence ravageuse la flambée vertigineuse des prix de l'énergie et révélé en même temps les fragilités des économies européennes hautement dépendantes des énergies fossiles russes. Hausse et volatilité des prix de l'énergie, aggravation des menaces liés au changement climatique, décarbonation de l'économie, lenteurs des progrès réalisés en matière de l'efficacité énergétique et défis d'accroissement des énergies renouvelables dans la consommation énergétique... sont autant d'enjeux majeurs pour l'UE obligée de diversifier ses sources d'approvisionnement par le recours aux nouvelles énergies en vue de garantir sa sécurité énergétique et de s'assurer un marché de l'énergie durable. ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

Décarbonation  
industrielle

## Une dynamique collective au service d'une économie créative



**Mohammed EL KETTANI, Expert  
International Stratégie, Développement  
Durable et Innovation.**

**Par Mohammed EL KETTANI**

L'économie internationale est confrontée au double challenge du maintien de la stabilité macroéconomique et de la lutte contre les changements climatiques. Notre système productif national est très exposé aux chocs peu prévisibles et aux ruptures considérables que connaît le monde par les temps qui courent. Toutes les transformations à l'œuvre impliquent une refonte totale du modèle industriel qu'il nous faut construire sur des bases saines et tangibles. Dans cette dynamique, la décarbonation représente un grand défi et ouvre un avenir rempli d'opportunités aux entreprises marocaines en quête de croissance et de performance.

Force est de constater que malgré les efforts consentis ces dernières années, les différents programmes menés sont arrivés à bout de souffle et doivent être renouvelés en prenant davantage en compte les obstacles exprimés par les opérateurs et en offrant plus de liberté et de simplification.

En même temps, il ne fait aucun doute que l'usage des technologies avancées demeure essentiel pour aboutir à un changement transformationnel et une décarbonation efficiente touchant tous les secteurs vitaux de l'économie marocaine.

Dans une logique d'amélioration continue, il est nécessaire d'aller vers une combinaison de la réglementation et de l'investissement pour réussir le processus complexe de la décarbonation. Dans ce sens, la CGEM a élaboré en collaboration avec la Banque Européenne d'Investissement - BEI, un

guide volontariste destiné aux entreprises marocaines de toutes tailles et tous secteurs confondus, contenant une offre de formation et d'appui technique pour réussir la décarbonation industrielle dans des conditions optimales et en phase avec les réalités du marché. Ce cadre d'actions comporte une palette de programmes

de financements durables et un ensemble de pratiques totalement innovantes visant à accompagner les entreprises vers une trajectoire de neutralité carbone. Ce type de mesure démontre l'importance d'un engagement coordonné pour fédérer les acteurs et les embarquer dans cette aventure collective.

Incontestablement, la décarbonation nécessite des mesures très courageuses. En clair, il est absolument crucial de procéder au plafonnement des émissions par secteur, avec des objectifs chiffrés et conformes à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone d'ici 2050. Cette initiative peut envoyer un signal fort au tissu économique pour infléchir les investissements vers les infrastructures vertes et les modes productifs à faibles émissions.

Il n'existe pas de solution miracle ou simpliste pour faire passer l'industrie marocaine à la carboneutralité. Il faut dire qu'il est nécessaire d'explorer une multitude de solutions au regard des spécificités de chaque domaine. Clairement, les possibilités de changement profond varieront également d'un territoire à l'autre, en fonction du niveau de développement infrastructurel, de la richesse du mix énergétique et de la capacité de l'écosystème à promouvoir des innovations de rupture à l'instar des technologies de captage et de stockage de carbone – CCUS qui constituent un levier puissant en matière de décarbonation et gagneraient à se déployer dans une logique partenariale.

En somme, il est inutile de laisser les débats s'égarer dans la multiplication et le chevauchement de mesures techniques sans cohérence générale. Pour cela, le plus important est de dépasser les clivages politiques qui peuvent paralyser la concrétisation d'une stratégie de décarbonation globalisante et de se concentrer sur l'actionnement d'une véritable interopérabilité des normes et la structuration de nouvelles filières à la bonne échelle pour garantir un progrès continu vers une économie partagée, ouverte sur le monde et créatrice de richesses. ●



# SPÉCIAL DÉCARBONATION

## La décarbonation : Une chance pour le Maroc

**Dans cet entretien, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, explique les enjeux de la décarbonation du tissu industriel et les avantages qu'elle offre pour les entreprises nationales.**

**Propos recueillis par  
Jamil Manar**

**Le Canard Libéré : Pour le ministre de l'Industrie et du Commerce que vous êtes, que signifie la décarbonation pour l'économie nationale ? Une chance ou un handicap ?**

**Ryad Mezzour :** Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières est une mesure importante mise en place pour lutter contre le changement climatique et considéré, à tort, comme une contrainte pour les entreprises marocaines. Il faut voir dans cette réglementation l'opportunité de développer un nouveau modèle économique et d'intégrer des pratiques plus durables dans les processus industriels. C'est donc plutôt une chance pour le Maroc !

Notre pays n'a d'ailleurs pas attendu l'instauration du CBAM ou la signature du Green Deal avec l'Union Européenne pour démarrer le processus de décarbonation de l'industrie; il a depuis longtemps compris l'importance d'investir de ce secteur. Grâce à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a réalisé d'importants investissements pour se positionner dans le secteur des énergies renouvelables et permettant d'être aujourd'hui parmi les pays les compétitifs au monde dans la production d'énergies vertes. Cette transition vers une économie de bas-carbone favorise également le développement de nouvelles filières industrielles et de nouveaux écosystèmes tels l'industrie éolienne et solaire, les panneaux solaires, les chauffe-eaux solaires, l'hydrogène vert et ses dérivés, l'industrie du dessalement de l'eau, la Greentech ou encore la construction durable. Cette diversification nous permettra d'améliorer notre sécurité énergétique et de favoriser une plus grande indépendance en la matière. En outre, la décarbonation permet d'élargir l'accessibilité de notre offre exportable aux marchés porteurs et d'attirer sur le territoire national des investissements créateurs de richesses et d'emploi. C'est également une source d'innovation ines-

timable, qui nous met sur la voie des nouvelles technologies et des solutions futuristes. Cela stimule la R&D et dynamise l'écosystème technologique national à travers la création des start-ups spécialisées dans les énergies propres.

**Le Maroc est-il bien positionné de votre point de vue pour s'inscrire dans une économie mondiale décarbonée et saisir les opportunités offertes ?**

Le Maroc jouit d'une position singulière sur la cartographie mondiale de la décarbonation industrielle et dispose de tous les atouts pour jouer un rôle de leader en la matière. D'abord, il faut rappeler que nous avons la chance d'avoir du soleil et du vent une bonne partie de l'année en particulier dans les régions du sud, faisant de nous un des rares pays avec le Chili et l'Australie à bénéficier de telles conditions optimales pour la production d'énergies renouvelables. A cela, s'ajoute la disponibilité du foncier dans les régions du sud répondant ainsi aux besoins importants exigés pour ce genre de projets. Par ailleurs, le positionnement stratégique du Maroc et sa connectivité avec l'Europe lui permettent d'augmenter son potentiel d'exportation dans ce domaine. De même, ses potentialités en énergies renouvelables, l'outillent pour accueillir d'importantes capacités de production dans le cadre d'une approche de complémentarité qui permettra à l'Europe de renforcer sa puissance industrielle et au Royaume d'ancrer son positionnement en tant que base industrielle offrant à ses partenaires européens des gisements de compétitivité et de productivité décarbonnés. Aujourd'hui, notre pays est un acteur clé dans la construction d'un futur décarboné : il en a la vision politique, la feuille de route gouvernementale, l'engagement et l'agilité de ses opérateurs privés, le talent de sa jeunesse et les compétences de son capital humain. Nous sommes déterminés à saisir pleinement cette opportunité qui s'offre à nous pour créer de la richesse, des emplois et un avenir meilleur pour tous.

**Est-ce que les entreprises marocaines notamment exportatrices**



Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce.

**sont prêtes à produire dans le cadre des nouvelles exigences imposées par la Taxe carbone aux frontières de l'Union européenne qui démarre en novembre 2023 ?**

Nos entreprises peuvent se positionner avantageusement sur le marché étranger. Notre objectif est de les appuyer pour qu'elles puissent être au rendez-vous et réussir le virage de la décarbonation. L'État a mis en place pour cela un dispositif de soutien, technique et financier adapté. Le programme «Tatwir Croissance Verte», lancé par le ministère de l'Industrie et du Commerce permet d'accorder aux TPME industrielles un prime d'appui et d'investissement de 30 % dans leurs démarches de développement de processus et produits décarbonnés et l'émergence de nouvelles filières industrielles vertes et compétitives. Nous encourageons vivement les projets d'investissement inscrits dans cette dynamique de transition vers une industrie verte et durable. Une dynamique qui prend de plus en plus de l'ampleur au Maroc. Les exemples de sociétés qui se sont mises au vert sont nombreux. Le dernier en date est celui de la société Reciclados avec laquelle nous avons signé un protocole d'accord portant sur la création au Maroc d'une nouvelle unité pour la fabrication de fils, tissus et vêtements recyclés. De grands groupes installés au Maroc ont déjà aussi réussi leur transition verte, à l'image de Hexcel, ST Microélectronique ou encore l'usine Renault à Tanger qui enregistre une empreinte carbone égale à zéro, ce qui favorise l'intégration des sous-traitants équipementiers de l'usine au Maroc dans le processus de décarbonation de l'industrie automobile nationale.

**Qu'en est-il de l'accompagnement et du financement ? Le Ministère de l'Industrie a-t-il prévu un programme spécifique pour les entreprises désireuses de décarboner leurs processus industriels ?**

Un travail de fond est engagé par le Ministère avec les différentes parties prenantes pour réussir le pari de la décarbonation de l'industrie nationale. Cet effort concerne principalement l'utilisation et l'accès aux énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique, la création et le développement des activités vertes et le développement de la mobilité durable.

A ce titre, nous avons mis en place plusieurs actions et contribuons aux côtés de nos différents partenaires à la concrétisation de programmes d'appui à la décarbonation des entreprises.

En plus du programme d'accompagnement «TATWIR - CROISSANCE VERTE» dont j'ai parlé, la «Task Force souveraineté» accompagne la réalisation de projets d'investissement portant notamment sur l'économie circulaire, l'intégration de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et l'installation des STEP.

Pour ce qui est de l'accès des industriels à l'énergie renouvelable, il y a lieu de rappeler la convention signée sous la présidence du chef du gouvernement en décembre 2022 permettant aux industriels de bénéficier de l'énergie électrique à des prix très compétitifs. De même, le ministère envisage de mettre à la disposition du secteur industriel un nouvel outil de calcul du bilan carbone, certifié et reconnu au niveau national et international. Une première version de cet outil a été déjà réalisée et en cours d'affinement avec les partenaires concernés. ●



# THE iX



Le plaisir de conduire



## 100% ÉLECTRIQUE C'EST LA BMW iX.

Née d'une vision. Créée pour l'électromobilité. Les surfaces généreuses et les lignes marquées confèrent à la BMW iX sa forme monolithique unique. Grâce à la technologie efficace BMW eDrive et à sa transmission intégrale entièrement électrique, la BMW iX atteint une autonomie exceptionnelle de 620 km\*, doublée d'une accélération spectaculaire en départ arrêté : idéale pour la ville et les longs trajets. La toute nouvelle BMW iX est disponible dès à présent auprès des succursales Smeia – BMW.

**Pour tout achat de la nouvelle BMW iX, une borne de recharge de 22 KW est offerte.**

#### Smeia

##### Importateur exclusif

Angle boulevard Moulay Slimane  
et boulevard Tamiri Mohammed El Bakkai,  
Route côtière de Mohammedia – Casablanca  
Téléphone : 05 22 40 07 00  
E-mail : contact@smeia.com

#### Réseau Smeia

Rabat : Ryad Auto – Groupe Smeia 05 37 71 62 00  
Fès : Smeia Fès 05 35 72 44 44  
Oujda : Smeia Oujda 05 36 71 82 82  
Tanger : Smeia Tanger 05 39 39 30/40  
Marrakech : Smeia Marrakech 05 24 32 72 32/35

(\*) iX xDrive50 / autonomie : 620 km - puissance : 523 CV - couple : 765 nm - capacité de batterie : 105,2 kWh - vitesse max : 200 km/h - accélération : 4,6 s.  
iX xDrive40 / autonomie : 420 km - puissance : 326 CV - couple : 630 nm - capacité de batterie : 71 kWh - vitesse max : 200 km/h - accélération : 6,1 s.





## Le Maigret **du CANARD**



### Match amical contre les requins bleus

# Les Lions de l'Atlas ont-ils perdu le cap ?

**P**our leur premier match amical face à l'équipe du Cap Vert lundi 12 juin, après leur parcours exceptionnel lors de la Coupe du monde du Qatar qui les a menés aux demies-finales, les Lions de l'Atlas n'ont pas convaincu. Un match nul (0-0) contre leurs adversaires n'était pas ce qu'attendait le public, d'ici et d'ailleurs, de la part d'une équipe 11ème au classement Fifa, censée prendre le dessus sur un Cap vert pointant à la 71ème place.

Il est vrai que le Maroc a buté sur un bloc bas et compact, qui a verrouillé la majorité des espaces aux attaquants marocains. Mais il faut dire aussi que ces derniers, pas bien en jambes, ont manqué d'efficacité à certaines occa-



**Les Lions de l'Atlas ont manqué de panache face au Cap Vert...**

sions. Résultat : la déception a gagné jusque l'entraîneur Walid Regragui qui, le visage

fermé, a exprimé après la fin de la rencontre son mécontentement par rapport à la

prestation de ses joueurs. A quelques jours du match samedi 17 juin Maroc-Afrique

du Sud dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2024, ce résultat peu satisfaisant est de nature à installer le doute dans les esprits. Il appartient aux coéquipiers de Hakim Ziyech de faire oublier ce match et de bien rugir comme ils l'ont fait au Qatar face aux grandes nations du football. « Ras l'avocat » n'a pas droit à l'erreur et il ne le sait que trop bien. Le trophée de CAN 2024, il faut le ramener à la maison. Les Lions de l'Atlas ont tellement subjugué la planète par la qualité de leur jeu qu'ils sont tenus de confirmer leur exploit mondial par le titre continental que le Maroc n'a remporté qu'une seule fois en 1976. La force de l'intention (Niya) y est. Mais elle n'est pas suffisante. Sir, sir, sir...



# MOROCCO SPORTECH SUMMIT

WHERE TECH MEETS SPORTS

**VENDREDI 09 JUIN 2023**

📍 **Marriott Hotel Rabat**

PARTENAIRE INSTITUTIONNEL



PARTENAIRES OFFICIELS



PARTENAIRES MEDIAS



ORGANISATEUR







## Bec et ONGLES



*Adil Douiri, patron de Mutandis*

# Il y a à boire et à manger



Une équipe du Canard a été reçue par le patron de Mutandis Adil Douiri à l'occasion de l'annonce de son rachat d'une marque d'eau minérale...

**Il paraît que vous venez de finaliser une opération de rachat de Aïn Ifrane...**

Absolument. Une eau minérale manquait à mon tableau de chasse composé d'une marque de jus d'orange industriel récemment rachetée, une gamme de détergents, les bouchons alimentaires et quelques boîtes de sardine...

**Pourquoi ce rachat à 380 millions de DH ?**

La prise de contrôle d'une eau réputée de source est la goutte qui va faire déborder les bassins généreux de mon business qui même s'il ne coule pas toujours de source a l'avantage d'être particulièrement liquide.

**Vous avez pourtant le profil de quelqu'un censé investir dans le business High-Tech, l'intelligence artificielle et la nouvelle économie. Mais vous mettez vos billes et surtout celles des autres dans des secteurs traditionnels...**

Effectivement, j'estime être sans fausse modestie aussi intelligent qu'un Bill Gates ou d'un Elon Musk pour me lancer dans des projets High-Tech ou des véhicules futuristes. Mais en bon Marocain qui n'investit un dirham qu'une fois assuré d'en gagner 100 les doigts dans le nez, j'ai fait le choix de m'enrichir avec mes partenaires dans des métiers de rente et à opérer dans des marchés captifs où le risque est presque nul, en relation essentiellement avec les biens de consommation liquide. Chat échaudé craint l'eau froide...

**Mais encore ?**

Aussitôt après mon départ du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, j'ai lancé en 2010 un business d'artisanat haut de gamme et innovant sous la marque Fenyadi avec des showrooms notamment à Casablanca en pensant qu'il y avait une opportunité à saisir dans un artisanat national modernisé. Cinq ans après, j'ai fourgué l'affaire qui commençait à tourner au gouffre financier pour me positionner sur le créneau du gain rapide, volumineux et garanti. J'ai failli boire la tasse.

**Mais le business c'est la prise de risque ?**

C'est ce qu'on raconte dans les livres et les beaux discours sur l'investissement. Au Maroc, les meilleures affaires sont offertes par le foncier et l'immobilier, les secteurs avec licences d'exploitation comme la pêche, les carrières de sable ou les mines, l'industrie alimentaire adossée à la farine soutenue, l'agriculture grassement subventionnée, les aliments pour bétail...

**Quid des secteurs technologiques à haute valeur ajoutée ?**

Dans l'investissement au Maroc, il y a à boire et à manger. Les secteurs que vous avez évoqués sont réservés au capital étranger. C'est lui qui possède ce qu'il faut pour les monter au Maroc. On peut aussi faire aisément fortune au Maroc en vendant aux pouvoirs publics de faux plans de développement comme le Plan Azur. C'est le principal enseignement que j'ai tiré de mon expérience gouvernementale, je dois le reconnaître, est riche et enrichissante. ▶

**Environ 127.000 enfants travaillent au Maroc...**

**Je suis fier de mes enfants, ils gagnent déjà leur vie**



*Financement des projets d'infrastructures durables*

## IFC s'associe au Fonds Mohammed VI pour l'Investissement

**L**e Fonds Mohammed VI pour l'Investissement et IFC signent un partenariat en vue d'identifier et de financer des projets d'infrastructures durables au Maroc.

Dans le cadre de cet accord, IFC et le Fonds Souverain identifieront des projets d'infrastructure à fort impact dans des secteurs stratégiques au Maroc. Ils collaborent étroitement avec les parties prenantes pour en faire des projets viables, respectant les meilleurs standards environnementaux, sociaux et de gouvernance pour mobiliser les capitaux privés et stimuler une croissance inclusive et durable.

IFC appuiera également la mise en place d'un sous-fonds Infrastructure du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement ouvert aux partenaires marocains et internationaux, en partageant les meilleures pratiques en matière de structuration, de gouvernance et de financement de projets d'infrastructures responsables.

« Ce partenariat avec IFC répond aux objectifs du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement d'attirer à ses côtés des investisseurs nationaux et internationaux de premier plan pour contribuer aux projets d'investissement à venir et démultiplier les fonds propres investis. Il permet également d'élargir la palette d'outils disponibles pour la conception et la structuration de projets d'infrastructures viables sous forme de partenariats publics privés, afin de faciliter et d'améliorer les conditions de leur financement et de leur exécution. Ce partenariat témoigne enfin de l'intérêt fort d'IFC pour le secteur des infrastructures au Maroc et sa confiance dans la démarche adoptée par le Fonds, ses structures managériales et son modèle de gouvernance. » déclare Mohamed Benchaaboun, directeur général du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement.

« IFC accompagne le gouvernement du Maroc pour mobiliser l'investissement privé dans le secteur des infrastructures. Ce nouveau partenariat signé entre le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement et IFC constitue une étape clé pour développer et financer des projets d'infrastructures à fort impact dans le Royaume, » souligne Sergio Pimenta, vice-président régional d'IFC pour l'Afrique.

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement représente un outil essentiel du plan de relance annoncé par le Roi Mohammed VI en juillet 2020. Doté d'un capital initial de 15 milliards de DH provenant du budget de l'État, il œuvre pour attirer jusqu'à 30 milliards de DH de capitaux additionnels privés permettant à terme de générer une enveloppe d'investissements total de 120 à 150 milliards de DH.



**Mohamed Benchaaboun, directeur général ram du Fonds Mohammed VI pour l'investissement.**





# Le MIGRATEUR



## Sanchez pour une alliance entre deux partis de gauche



Pedro Sanchez en conférence de presse en Moldavie, le 1er juin 2023. REUTERS/Vladislav Culiomza/File Photo.

Une alliance entre les principaux partis d'extrême gauche espagnols, Sumar et Podemos, sera "plus que positive" pour aider à remporter les élections du mois prochain, a déclaré samedi le Premier ministre Pedro Sanchez.

Podemos, le partenaire junior du gouvernement de coalition avec le parti socialiste de M. Sanchez, a annoncé vendredi qu'il unirait ses forces à celles de Sumar et d'une série de petits partis régionaux pour les élections du 23 juillet.

M. Sanchez a convoqué des élections anticipées après que son parti socialiste et Podemos aient obtenu des résultats moins bons que prévu lors des élections locales du mois dernier, perdant du terrain face aux partis de droite.

Les analystes ont déclaré qu'une extrême gauche unifiée était essentielle pour que M. Sanchez ait

une chance d'être réélu. M. Sanchez a déclaré lors d'une réunion des partisans du parti à Madrid samedi que l'accord Sumar-Podemos était "plus que positif", ajoutant que "l'unité est la première preuve de responsabilité". Yolanda Diaz, ministre du travail et dirigeante de Sumar, a déclaré lors d'une réunion des partisans du parti à Madrid samedi que l'alliance avec Podemos offrait de l'espoir pour les élections. L'une des pierres d'achoppement entre Podemos et Sumar a été l'opposition de Sumar à la ministre de l'égalité, Irene Montero, figure de proue de Podemos, qui a été exclue des listes électorales pour le scrutin du mois prochain. Mme Montero a été critiquée ces derniers mois pour sa loi phare sur le consentement sexuel, qui comportait une faille ayant permis à 1 127 peines d'être réduites et à 115 délinquants sexuels de sortir de prison plus tôt que prévu, selon le Conseil général du pouvoir judiciaire espagnol. Une extrême gauche unifiée est essentielle pour que M. Sanchez ait une chance d'être réélu, a déclaré vendredi à Reuters Jose Pablo Ferrandiz, directeur de l'institut de sondage Ipsos en Espagne. Il est plus probable qu'une extrême gauche unifiée empêche le Parti populaire conservateur et le parti d'extrême droite Vox de former un gouvernement de coalition, ce qui donnerait lieu à un parlement sans majorité et à de nouvelles élections, a déclaré M. Ferrandiz.

## La démission de Boris Johnson du parlement secoue le parti conservateur

De vieilles dissensions ont refait surface au sein du Parti conservateur britannique, au pouvoir, samedi, après la démission brutale de l'ancien Premier ministre Boris Johnson du Parlement, tandis que le Parti travailliste, dans l'opposition, a senti une opportunité à saisir avant les élections générales de l'année prochaine. Boris Johnson a démissionné vendredi en fin de journée pour protester contre une enquête menée par les législateurs sur sa conduite en tant que premier ministre au plus fort de la pandémie de COVID-19, lorsque des fêtes ont été organisées à Downing Street pour briser le confinement.



Boris Johnson rattrapé par le Covid-19/AP.

Dans sa déclaration de démission, M. Johnson s'est insurgé contre l'enquête visant à déterminer s'il avait induit la Chambre des communes en erreur au sujet de ces rassemblements, affirmant qu'elle n'avait pas trouvé "l'ombre d'une preuve" contre lui. Il s'en est également pris à l'actuel Premier ministre, Rishi Sunak. Les législateurs conservateurs fidèles à M. Johnson, dont certains ont reçu des honneurs politiques de sa part quelques heures avant sa démission, ont loué son bilan dans des messages publiés sur les réseaux sociaux. Les autres sont restés silencieux. Le mandat de premier ministre de Johnson a été écourté l'année dernière, en partie à cause de la colère au sein de son propre parti et dans toute la Grande-Bretagne à la suite des fêtes organisées à la résidence de M. Johnson, qui ne respectaient pas les règles du COVID. "Les partisans de Sunak ont utilisé les démissions pour chasser Boris et ses

partisans du pouvoir", a déclaré samedi John Redwood, un législateur conservateur chevronné, en référence à la décision de Sunak de quitter l'administration de Boris Johnson l'année dernière. "Pour éviter les démissions au parlement, le premier ministre doit orienter le parti dans une direction souhaitée par un plus grand nombre de députés et utiliser davantage ses talents", a ajouté M. Redwood. Henry Hill, rédacteur en chef adjoint du site Web Conservative Home, a déclaré que le départ de M. Johnson signifiait qu'il ne fait plus autorité au Parlement qui menaçait l'emprise de M. Sunak sur le parti.

"Cela signifie que les problèmes posés par ses alliés seront beaucoup moins importants", a déclaré M. Hill à la BBC. Selon un sondage YouGov publié samedi, 65 % des Britanniques pensent que

M. Johnson a sciemment trompé le Parlement, contre 17 % qui ne le pensent pas. Le départ de M. Johnson du Parlement, ainsi que celui de son alliée Nadine Dorries, qui a également démissionné vendredi, a déclenché des élections partielles dans deux circonscriptions détenues par les conservateurs, que M. Sunak doit désormais défendre. Le parti travailliste de l'opposition, qui dispose d'une avance d'environ 16 points sur les conservateurs de M. Sunak dans les sondages d'opinion, a déclaré qu'il se réjouissait de cette perspective.

"Nous nous battons pour gagner dans ces circonscriptions", a déclaré Angela Rayner, vice-présidente du parti travailliste, à la BBC sur son site Internet.

## La Turquie saisit 1 milliard de faux dollars à destinés l'Afrique



Les forces de sécurité turques ont saisi un milliard de dollars de fausse monnaie à Istanbul et arrêté six personnes impliquées dans l'opération, dont un Ghanéen et trois Suédois, a annoncé vendredi le bureau du gouverneur.

Les forces de gendarmerie ont localisé les suspects dans un entrepôt du quartier de Kagithane à Istanbul, où elles ont saisi les faux billets de 100 dollars prêts à être envoyés à des pays africains, a indiqué le bureau. Les domiciles des suspects ont été perquisitionnés et de l'argent et ses bijoux ont été confisqués. Les consulats de Suède et du Ghana ont été prévenus.

Cette saisie de faux billets est la plus importante de l'histoire de la Turquie, a déclaré le bureau du gouverneur.



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence  
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4  
Maârif - Casablanca -  
Tél : 0522 23 32 93  
Fax : 0522 23 46 78  
E-mail : contact@lecanardlibere.com  
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou  
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar  
Abdelkarim Chankou  
Saliha Toumi  
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine  
Chaïmaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416





## Can'Art et CULTURE



### Le mal algérien

## LE LIVRE QUI MET À NU LE RÉGIME ALGÉRIEN

**S**pécialistes de la société et du pouvoir algériens, Jean-Louis Levet et Paul Tolila dénoncent dans ce livre sans concession, publié en avril 2023 chez Bouquins, la véritable nature du régime d'Alger et les blocages qu'il oppose à une relation apaisée avec la France.

Quand l'Algérie en aura-t-elle fini de ses interminables débats mémoriels avec la France ? Plus de soixante ans après son indépendance, le passé ne passe pas et le pays reste figé entre statu quo, corruption et répression. Les légitimes aspirations de la jeunesse ? Sans réponse. L'État de droit ? Inexistant. La démocratie ? Tournée en ridicule.

Après cinq ans de travail au cœur des réalités algériennes, d'échanges avec les principaux acteurs de la société, les auteurs dessinent une Algérie aux antipodes de la propagande officielle. Une propagande moquée dans les rues du pays par une majorité d'Algériens criant non pas leur rejet de la France ou du passé colonial, mais celui de leur propre gouvernement, de l'arrogance des pouvoirs en place, d'un système poli-



tique complice des pires iniquités. Les racines du mal algérien ? Le pouvoir prétorien, l'incroyable avidité d'une nomenclatura méprisant le peuple, les atouts économiques volontairement bridés au profit d'importations juteuses, la gangrène de la rente des hydrocarbures, l'explosion de tous les trafics et du marché noir. Paralysante et souvent corrompue, une administration tentaculaire accroît les blocages d'une société humiliée, devenue triste et dure pour les plus faibles. Une société, pourtant, dont la survie et la résilience soulignent la vitalité, culturelle notamment, face à un conservatisme religieux omniprésent depuis la « décennie noire » du terrorisme islamique...

Entre l'Algérie et la France l'apaisement est-il possible, dégagé des instrumentalisation de l'histoire et des mémoires ? Confrontés aux mêmes enjeux – migrations, défi de l'eau, terrorisme, sécurité alimentaire, santé –, les deux pays ont tout pour s'entendre et se comprendre.

### « Le Bleu du Caftan » enfin dans les salles marocaines

**C**e film de Maryam Touzani a fait plus de 300 000 entrées en France et a été primé à Cannes en 2022. Initialement prévue en février, la sortie marocaine avait été repoussée à plusieurs reprises, mais cette fois le film, qui aborde la question sensible de l'homosexualité dans la société marocaine est projeté dans les salles du royaume à partir du 7 juin. « Halim est marié depuis longtemps à Mina, avec qui il tient un magasin traditionnel de caftans dans la médina de Salé, au Maroc. Le couple vit depuis toujours avec le secret d'Halim, son homosexualité qu'il a appris à taire. Afin de répondre à une clientèle exigeante, ils engagent un jeune homme talentueux comme apprenti. Mina réalise peu à peu à quel point son mari est ému par sa présence. » Un maître tisseur de caftan, tenue traditionnelle d'Afrique du Nord, qui tombe ainsi amoureux de son apprenti : l'histoire du film « Le bleu du caftan » de Maryam Touzani n'est pas banale au Maroc. Dans un pays où l'homosexualité est punie par la loi, parler de relations entre hommes peut être controversé. » Mais face aux courants contraires qui traversent la société marocaine, la scénariste et réalisatrice veut croire à une cohabitation entre tradition et modernité : « Je pense qu'il y a certaines traditions qui sont très belles, qu'il faut protéger, préserver et célébrer et qu'il y a aussi d'autres traditions qu'il faut pouvoir bousculer et remettre en question. ce qui est beau aussi, c'est la complexité d'une société et le fait d'accepter que l'on puisse être plusieurs choses à la fois. » « J'ai voulu aborder à travers le film cette complexité de

l'amour et des êtres. » déclare Maryam Touzani, réalisatrice, sur Franceinfo. Pour ne pas brusquer une société encore peu habituée à ces thèmes dans l'espace public, Le bleu du caftan a fait le pari de parler des différentes façons d'aimer. « Les formes d'amour sont multiples tout au long du film, de l'amour du maître tisserand pour son métier qu'il entend préserver dans la plus stricte tradition, à l'amour pour sa femme mais aussi pour

son amante. » Le bleu du caftan présente l'amour du maître et de son apprenti au-delà de la sexualité, mais comme partie intégrante des grands sentiments qui traversent la vie humaine. Une approche qui a beaucoup plu au chercheur et militant pour l'égalité des sexes au Maroc, Soufiane Hennani : « Pour une fois, nous abordons la question des LGBTQ+ qui est une question au Maroc,

très politisée, très polarisée aussi. Et dans Le bleu du caftan, le réalisateur a eu l'intelligence d'aborder la question de manière très subtile, tout en parlant d'amour. » Au-delà de l'homosexualité, parler de l'amour et de l'intimité à la société marocaine est aussi l'un des enjeux de ce film. Mariam Touzani et Nabil Ayouch, le producteur, espèrent montrer au public marocain qu'il peut être fier de sa diversité. Nabil Ayouch se dit d'ailleurs satisfait des premières réactions des spectateurs dans le royaume. « Ce film fait bouger les lignes de manière assez surprenante sur tout ce qui touche à l'intimité, tout ce qui touche à l'amour, la manière d'aimer, les différentes manières d'aimer, c'était très beau je vous l'avoue ».



### Goncourt Choix du Maroc

## Makenzy Orcel, lauréat de la première édition

**L**e nom du lauréat de la première édition du Goncourt Choix du Maroc, organisée par l'Institut français du Maroc et l'Académie Goncourt en partenariat avec la Direction régionale Afrique du Nord de l'Agence Universitaire de la Francophonie, a été annoncé le mardi 5 juin dans le cadre du SIEL. Le Goncourt Choix du Maroc a été décerné à l'ouvrage Une somme humaine de l'écrivain Makenzy Orcel, publié aux éditions Rivages. Le roman sera traduit en arabe et l'écrivain, d'origine haïtienne, sera invité au Maroc en 2024 pour échanger avec les lecteurs.

La proclamation du lauréat a été prononcée par les 6 jurés étudiants qui avaient fait le déplacement, accompagnés de leurs enseignants et des doyens des facultés participantes. Avec cette première édition, le Maroc rejoint la famille des Choix Goncourt internationaux qui permet à des étudiants marocains de choisir leur lauréat parmi les 4 romans de la dernière sélection du Prix Goncourt (prix litté-



raire qui couronne en France le meilleur roman de langue française). Lancé il y a un an, ce projet a rassemblé et mobilisé 7 facultés des Lettres, 70 étudiants et leurs enseignants sur l'ensemble du Royaume : l'École Normale Supérieure de Fès, la Faculté des Lettres et des Sciences humaines Marrakech, la Faculté des Lettres et des Sciences humaines d'Agadir, la Faculté des Langues, arts et sciences humaine Ait Melloul Agadir, la Faculté des Lettres et des sciences humaines Rabat, la Faculté des Lettres et des Sciences humaines Kénitra, et la Faculté des Lettres et des sciences humaines Ain Chock Casablanca.

### Exposition 10/10

## Street art et patrimoine marocain



**M**ouad ABOU LAHNA, Faiçal ADALI, Yahia AL MUKHTAR, Hiba BADDUO, Hicham BEL-LAGHZAL, Driss BENWAHOUD, Abderrahman BOURHAMRA (MCHIMICH), Cheaib EL BARKI, Amine HAJILA (Amine Brush), Yassine MANDAR. La Fondation Al Mada consacre une exposition inédite à l'art

urbain pour mettre en lumière ce mouvement artistique qui, jour après jour, s'empare un peu plus des rues des villes au Maroc. « Street Art & Patrimoine » : Sous cette vaste et double bannière, la Fondation Al Mada, présente jusqu'au 15 juillet 2023 aux Villas des Arts, les œuvres de 10 artistes contemporains. Des œuvres avec une démarche artistique créative et valorisante pour notre patrimoine et une touche purement marocaine qui met en valeur la diversité culturelle et la richesse patrimoniale dont regorge le Maroc. Une trentaine d'œuvres donnent ainsi un tout nouveau visage aux Villas des Arts, mêlant différents styles et techniques, entre cartoon, minimalisme, acrylique et aérosol. Cette exposition rend hommage à cet art populaire, accessible et offert à tous.

## Gladiator victime d'une vraie boule de feu à Ouarzazate

**U**ne énorme déflagration s'est produite il y a une douzaine de jours sur le lieu du tournage de la suite du film Gladiator, dans le désert de Ouarzazate. Et ce n'est pas du cinéma. Six personnes, dont les jours ne sont pas en danger, ont été blessées et hospitalisées des suites de cet accident. "C'était terrifiant", révèle un témoin dans les pages du Sun. "Une énorme boule de feu s'est envolée et a happé plusieurs membres de l'équipe. Je n'ai jamais vu un accident aussi effrayant depuis que je travaille dans l'industrie du cinéma. Six membres de l'équipe ont été blessés et transportés à l'hôpital. Nous espérons que tout le monde s'en sortira, mais il s'agit d'un accident grave." Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion qui semble avoir été provoquée par la rupture d'une conduite de gaz. La sortie de la suite du film aux cinq Oscars est prévue pour l'année prochaine. Les acteurs Paul Mescal et Denzel Washington sont à l'affiche de cette méga-production.





# Et BATATI ET BATATA



## Mot Fléchés

RENONCERA CUPIDITÉ	GRATTAIT HARICOTS	APPAREIL PARESSEUX	BOLLARDS POIDS	COUCOU	EPARPILLA TRAVAUX DE COUTURE	CROCHET
EAU CROUPIE GAVROCHE				FAIS DU TORT PRENAIS LA TÊTE		
		INVOLÉES TENTERA				
LUBRIFIES A LUI, AUVERGNE			TERRE BRÛLÉE BIÈRE EN NOMBRE		AMÉRINDIEN POUVOIR DE DISCERNEMENT	
						BRASSEURS
DEVIN RIMEUR	GRANDE ÉCOLE CARA- BINIERS		DIVINEMENT BELLE	ÉTENDUE		
						RÉVOLUTION
REMARQUE JOINT		SERVICE NON RENDU ONCLE BIEN CASÉ		NOTE VOIES		ARGENT
			BECC ET ONGLE ARGILE			
DÉSIR FREUDIEN MAJEURE ET MINEURE			NOIR ÂTRE APPRIS			ACADÉMIE PART
					DERNIER TOUR	
BONNE CARTE		PAR- COURUES			FAIS UN EFFORT	

## Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

### Horizontalement

[1] La Mort la fait toute l'année. [2] On les trouve sur un écu. [3] C'est zéro. Tiré à quatre épingles. [4] Comtesse, amie des Muses. [5] Elle fut engloutie par les eaux. C'est déjà plusieurs. [6] Tentations des coquettes. [7] En Seine et Marne. Contemplé. [8] Font le tour des forêts. Note. [9] Comme une jeune mariée. Autour de Katmandou. [10] Lentille. Planche de bois.

### Verticalement

[A] Occupation du dimanche. [B] Poète italien. Personnel. [C] Ville de Suède. Il peut être propre. [D] Dont les fleurs sont disposées en chapeau chinois. [E] Interjection. Ville de Saxe. [F] Grand lac salé d'Asie. Pas poli. [G] Romains. Ancienne capitale de la Macédoine. [H] Ils sont de bon conseil. Demi-père. [I] La fortune sourit à celui qui le fait. Ce n'est pas faux. [J] Tels qu'écris.

## Mots Mêlés

L S P I S T E E D A L A C S E E  
 E O A E X M E E A M A R O N A P  
 G M P U G O G E T R A N S A T S  
 E M L Q L N A N E T T O E R E E  
 D E O I A T P N M E A I T C R D  
 A T M R C A L O S L M S T A T N  
 C A B E I G A D I A A N E M R A  
 S L A H E N R R R H S E U P E H  
 A P L P R E M A U C S C Q I K I  
 C I I E O R O R O D I S A N K M  
 A N S L F O R E T I F A R G I A  
 R I A E C A N Y O N I N G N N L  
 R S G T E D U T I T L A E A G A  
 E M E I R R E M O N T E E I E Y  
 I E S E P L A E V E R E S T G A  
 S N A S I O R O C H E U S E S E

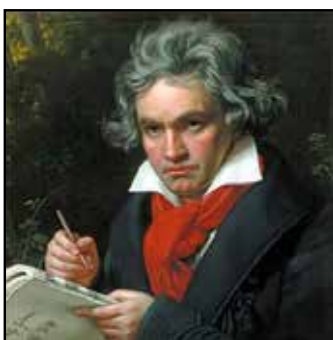
- ALMOND CHALET PÊTE
- ALPES OISEL RANDONNÉE
- ALPESQUE SOCIALISE BAGUETTES
- ALTIPLANO EVEREST BARRIÈRES
- ALPINE FORTÉ SCHEUSS
- ALPINE HIMALAYA SIBIRIA
- ALPINE GLACIER SIBIRIA
- ASCENSION WASHY TÉLÉPHÉRIQUE
- BALSAZE MOYENNE TERTRE
- CAMPING NEIGE TOURISME
- CANYONING OISANS TRAMONTANE
- CANCAER PRADKAMA TRIPKING

## Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

2				7				
			3					5
7	6			2				9 1
4	9		6 1					3
	8		9 2					6 4
9	6		5					4 7
	4						8	
		1						
								9

## A méditer



« La vraie supériorité de l'homme, c'est la bonté. »

Ludwig van Beethoven.

## Solution des jeux du numéro précédent

### Su-Do-Ku

2	9	6	5	8	4	1	7	3
1	8	7	3	2	6	4	9	5
4	3	5	1	9	7	6	8	2
9	2	3	4	6	1	7	5	8
5	1	8	7	3	2	9	6	4
7	6	4	8	5	9	2	3	1
8	7	1	9	4	5	3	2	6
6	5	9	2	1	3	8	4	7
3	4	2	6	7	8	5	1	9

### Mots Mêlés

Mots Mêlés  
 Solution : Owen.

### Mots fléchés

M	A	X	C
C	A	N	T
N	O	T	A
A	C	T	E
H	O	N	T
P	E	R	D
I	O	S	E
V	I	E	N
O	T	A	U
O	D	E	R
E	R	U	N
M	E	L	O
S	O	M	M

### Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	R	I	Z	T	A	C	O	T	S	
2	E	O	L	I	V	A	T	R	S	
3	S	I	D	E	R	A	T	I	O	N
4	S	O	I	T	L	T	U	S		
5	O	A	A	B	E	B	E			
6	U	Q	A	T	A	A				
7	R	O	U	C	O	U	L	A	D	E
8	C	H	E	N	U	A	N	O	N	
9	E	S	E	T	D	U	T			
10	S	A	S	I	E	R	R	A		





# Et BATATI ET BATATA



## Bizarre



### Un hôtel propose de dormir dans une prison

« La prison », l'un des hôtels les plus atypiques de France, a ouvert ses portes début juin à Béziers (sud de France), dans les murs d'une ancienne maison d'arrêt. On y dort dans l'enceinte d'une ancienne prison dans les cellules qui ont accueilli des milliers de prisonniers entre 1867 et 2009. Après quatorze mois de travaux, le groupe Mando, propriétaire des lieux, a tenté de conserver le côté complètement atypique du lieu en y ajoutant le luxe d'un hôtel trois étoiles. Avec un prix de départ à 77 euros pour une cellule de 13 m<sup>2</sup>, le résultat est bluffant. Depuis l'atrium, les mêmes portes donnent toujours vers des cellules. Et chacune d'entre elles conserve encore les traces de la présence des détenus qui les ont fréquentées. Des coups portés, de l'œilleton permettant aux surveillants pénitentiaires de voir sans être vu. Mais derrière, se trouve désormais une seconde porte, afin à la fois de préserver l'intimité des nouveaux occupants et d'améliorer l'acoustique des lieux. On y venait par le passé régler sa dette à la société, on y vient désormais y vivre une expérience inoubliable. Ouverte en 1867, fermée depuis 2009, l'ancienne maison d'arrêt de Béziers a gardé toute son austérité. Après quatorze mois de travaux et environ 9,5 millions d'euros d'investissement, entre l'achat du lieu et les travaux de rénovation.

### Passé le bac pour la 27e fois

Liang Shi a passé mercredi 7 juin dernier l'équivalent du baccalauréat en Chine pour la 27e fois ! Ce millionnaire de 56 ans n'a jamais supporté l'idée de ne pas avoir validé son « gaokao », examen d'entrée aux établissements d'enseignement supérieur. L'homme qui a connu la fortune en créant sa propre société de matériaux de construction a toujours rêvé d'intégrer la prestigieuse université du Sichuan, la province du sud-ouest du pays, où il vit. Au cours des quatre dernières décennies, l'entrepreneur a tenté sa chance à 26 reprises, mais à chaque fois sa note était insuffisante pour lui ouvrir les portes de l'université de son choix. Les médias locaux ont fini par en faire une célébrité. « Ils m'appellent "l'irréductible du gaokao" », dit-il fièrement. Quand il a passé l'examen pour la première fois, en 1983, il n'avait que 16 ans. Puis, pendant près de dix ans, il l'a repassé pour améliorer sa note, avant de jeter l'éponge en 1992. A l'époque, les autorités limitaient l'accès au gaokao aux lycéens ou étudiants de moins de 25 ans. Dès que cette limite a été levée en 2001, Liang Shi s'est dit qu'il avait une nouvelle opportunité. Il s'est depuis présenté à l'examen 16 fois, et chaque année depuis 2010. Même la période du Covid-19, marquée par de strictes restrictions sanitaires compliquant la tenue des examens, ne l'a pas découragé. Cette année, afin d'être compétitif parmi les 13 millions de candidats sur les rangs, Liang Shi dit avoir mené une « vie de moine » pendant plusieurs mois. Levé chaque jour à l'aube, il s'est plongé dans les manuels de classe douze heures par jour. « C'est désagréable de penser que je n'ai pas réussi à aller à l'université », confie-t-il à l'AFP. Car « je voulais vraiment y aller et devenir un intellectuel ».

### Cygne de folie

C'est l'histoire d'un cygne qui a été pris pour un vilain petit canard. Dans le conte, le vilain caneton devient un merveilleux cygne adulte. Là, c'est un peu l'inverse. Aux États-Unis, dans l'État de New York, vivait une famille de cygnes assez célèbre dans les environs. Faye, la maman cygne, était la mascotte du coin. Mais le bel oiseau a été confondu avec un canard par un groupe de trois adolescents pas très malins. Ils ont enlevé la maman et ses 4 bébés cygnes. La police a lancé un avis de recherche. Les cygneaux ont été retrouvés sains et saufs mais pas la maman. Comme ils l'ont prise pour un canard, ils l'ont tout simplement... mangée. Les trois garçons expliquent ne pas savoir qu'il s'agissait d'un animal sauvage. Ils ont expliqué être partis chasser. Ils ont capturé les oiseaux, puis ont eu l'idée de domestiquer les cygneaux. Les trois jeunes de 16, 17 et 18 ans ont été arrêtés et devaient être jugés mi-juin. Le village est en deuil. Heureusement, un biologiste va s'occuper des bébés oiseaux, âgés de quatre semaines seulement.



## Rigolard



■ Un gendarme fait signe à un conducteur d'arrêter sa voiture.

Il lui dit...

- Monsieur, vous téléphoniez au volant !  
- Pas du tout, monsieur l'agent, je téléphonais à ma femme !

■ Un jour, j'ai envoyé un mail à une communauté amish pour leur demander comment il vivaient sans ordinateur.

- Et ils t'ont répondu ?  
- Non.

■ Un homme portant une cravate rouge demande à un fermier...

- Puis-je traverser votre champ pour attraper le bus de 10 h ?  
- Oui, et si mon taureau vous voit, vous attraperez même celui de 9h30 !

■ Un touriste étranger demande à un Québécois :

- Quelle est le meilleur moyen de se rendre à l'hôpital ?

Et le Québécois répond :

- Traverse la rue sans regarder...

■ Un type vient voir son boulanger et rouspète:  
- Dites-donc vous, le pain que vous m'avez vendu hier était particulièrement rassis !

- Holà, jeune homme, calmez-vous. Je peux vous dire que je faisais du pain bien avant que vous ne soyez né !  
- Oui, mais ce que je vous reproche, c'est de ne le vendre que maintenant !

■ Un type vient voir son boulanger et rouspète :

- Dites-donc vous, le pain que vous m'avez vendu hier était particulièrement rassis !

- Holà, jeune homme, calmez-vous. Je peux vous dire que je faisais du pain bien avant que vous ne soyez né !

- Oui, mais ce que je vous reproche, c'est de ne le vendre que maintenant !

■ Un homme achète une baguette chez sa boulangère habituelle. Il se rend compte qu'il lui manque cinq centimes pour payer. La boulangère, qui le voit chaque jour, lui dit : - Ce n'est pas grave! Vous me payerez demain.

- Et si d'ici demain je venais à mourir ?  
- Eh bien, cela ne sera pas une bien grosse perte.

■ Un homme demande à un avocat :

- Quel est le montant de vos honoraires ?  
L'avocat lui répond qu'il est de 1 000 euros pour trois questions.

L'homme lui demande alors:

- N'est-ce pas un peu excessif ?

Et l'avocat lui répond :

- Non. Quelle est votre troisième question ?

■ Un fils de banquier dit à son père :

- Papa, prête-moi 20 euros, mais ne m'en donne que 10.

Le père demande :

- Pourquoi, mon garçon ?

- Comme ça tu me devras 10 euros, je te devrai 10 euros et nous serons quittes !

## A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

**Superficie 128 m<sup>2</sup>**

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:  
**0661252000**

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkoutouni  
Contactez-nous au 0661177444







# L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS  
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

**LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS**